Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire

Herausgeber: [s.n.]

Band: 22 (2015)

Heft: 3: Scandale! = Skandal!

Buchbesprechung: Besprechungen = Comptes rendus

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Literatur zum Thema
Comptes rendus thématiques

John B. Thompson
Political Scandal
Power and Visibility
in the Media Age
Polity Press, Cambridge 2000, 324 p., € 29,80

Ari Adut
On Scandal
Moral Disturbances in Society,
Politics, and Art
Cambridge University Press, Cambridge 2009, 372 p.,
$ 22,99

Dans les premières pages de *Political Scandal,* John B. Thompson se sent obligé de justifier le caractère licite et important du scandale comme domaine d'étude sociologique. Il écrit en 2000, et répond à des critiques (certainement déjà dépassées) pour qui le scandale serait un faux objet: la focalisation sur l'événement, l'écume des vagues, risquerait de détourner la recherche scientifique de la longue durée et des véritables causalités, profondes celles-là, ces courants souterrains, structurels, qui façonneraient puissamment la société, tout comme les individus et les institutions qui la composent.

Nul besoin aujourd'hui d'user des précautions de Thompson: ce champ d'études est désormais bien établi au sein des sciences sociales, et son ouvrage magistral a largement contribué à ouvrir la voie à ces investigations. Parmi ces enquêtes, on évoquera le livre plus contemporain d'Ari Adut, *On Scandal,* qui développe une perspective à maints égards analogue à celle du sociologue britannique, tout en étendant la focale au-delà de la sphère politique. Deux études qu'il vaut la peine de comparer tant leurs approches se révèlent fécondes pour penser les transformations que génèrent, dans nos sociétés, certains usages de la visibilité ou de la publicité en lien avec des enjeux politiques et moraux.

L'approche d'Adut tente de combiner trois perspectives généralement tenues pour antithétiques. Il s'agit d'abord d'une *phénoménologie* qui essaie de décrire la façon dont la publicisation d'une transgression (alléguée ou réelle) influe sur l'expérience cognitive, morale et émotionnelle des acteurs sociaux. Cette phénoménologie est complétée par une double analyse: *stratégique,* relative aux intérêts et aux opportunités pour certains individus de rendre publique une transgression, afin de jouer un coup à l'encontre de rivaux; *structurelle,* les positions des acteurs au sein du monde social, mais aussi les processus historiques et l'environnement institutionnel dans lesquels ils évoluent ayant de fortes incidences sur la capacité à susciter un scandale.

Avant Adut, Thompson avait esquissé un geste similaire, à ceci près qu'il préfère le lexique de la visibilité à celui de la phénoménologie. Le recours à cet autre lexique permet de penser la façon dont des révolutions médiatiques intervenues au cours de la modernité, et en particulier l'avènement des médias de masse, ont profondément retravaillé les couples visibilité/invisibilité et public/privé. Cette transformation s'est en particulier répercutée sur les tenants du pouvoir qui, de souverains distants du peuple, sont apparus dès le 18e siècle comme des figures toujours plus proches, passant de la figure du tribun qui harangue un auditoire à distance, à cet interlocuteur quasi intime que rend possible la mise en scène radiophonique

ou télévisuelle. Le citoyen peut alors juger des qualités personnelles du politicien sur la base d'indices interactionnels, comme il le ferait avec un proche. Le passage à une «société de la révélation de soi» est pleinement accompli et, dans un contexte démocratique, génère des conséquences quant à la façon de faire de la politique et d'exercer le pouvoir.

Thompson et Adut développent chacun une approche permettant d'articuler, sans jamais réduire l'un à l'autre, événement et durée, sémiotique des représentations publiques et détermination des structures sociales. A cet égard, on peut parler d'une détermination réciproque: ce qui apparaît en public est déterminé par ce qui survient en coulisses (domaine où se décide de la stratégie), mais aussi par les positions respectives de chacun au sein du monde social et l'articulation entre les sphères sociales; toutefois, ces structures et ces jeux de pouvoir sont à leur tour affectés par le cadrage public d'un événement ou d'un personnage, ce cadrage étant susceptible de redéfinir ce qui compte ou a de la valeur pour un public.

Thompson n'hésite pas à recourir à des notions bourdieusiennes, tels le *champ* (à propos des sphères politique ou journalistique) ou le *capital symbolique,* auxquelles il imprime une torsion féconde due à l'efficacité qu'il accorde à la réponse d'un public – cette réponse déterminant si une transgression sera perçue ou non comme un scandale. Autrement dit, ce qui survient sur la scène publique ne saurait se réduire à un «symptôme» de causes sociales sous-jacentes, même si celles-ci travaillent profondément ce qui se dit sur cette scène; et, inversement, ce qui advient en public peut à son tour influer causalement des structures profondes.

Venons-en à la définition du *scandale* par chacun de ces auteurs. D'après Thompson, cette notion comporte cinq caractéristiques qui impliquent: (13–14) la transgression de valeurs, normes ou codes moraux; des tentatives de maintenir secrète la transgression, afin de ne pas éveiller les soupçons de tiers; la désapprobation de tiers qui se sentent offensés; la dénonciation publique de la transgression par des tiers; la mise à l'épreuve de la réputation des acteurs perçus comme ayant participé à la transgression. La définition avancée par Adut, bien que plus courte, s'accorde avec ces cinq moments: «[Un] scandale est un événement dont la durée varie et qui débute avec la publicisation d'une transgression réelle, apparente ou alléguée à l'endroit d'un public négativement disposé à l'égard de cette transgression; [le scandale] dure aussi longtemps qu'il suscite un intérêt public conséquent et soutenu.» (11)

Malgré des convergences de fond, les deux auteurs proposent des inflexions fort différentes qui se répercutent dans leur façon d'appréhender ce phénomène, leur lexique théorique et la construction de leurs ouvrages. Pour le dire rapidement, Thompson privilégie une démarche sociohistorique qui lie étroitement les transformations de la visibilité aux évolutions survenues dès l'invention de l'imprimerie, et donc à l'avènement de la modernité, ainsi qu'au développement du journalisme d'investigation dont le propre est de révéler ce que cachent les puissants. L'approche d'Adut s'inscrit plutôt dans un cadre anthropologique qui, d'une part, cherche à distinguer plus fortement la publicité de la sphère médiatique, et traite cette publicité comme une donnée fondamentale des sociétés humaines, le procédé encourant le risque de déshistoriciser les concepts auxquels recourt l'auteur.

L'ouvrage de Thompson est tout entier tendu vers l'élaboration d'une théorie sociale du scandale capable de penser ensemble les déterminants du pouvoir, de la réputation des acteurs politiques et de la confiance dans les institutions. Cette théo-

rie est résumée par la définition suivante: «[L]es scandales sont des luttes pour le pouvoir symbolique dans lesquelles la réputation et la confiance constituent l'enjeu.» (245) Quant à ce pouvoir symbolique, il s'agit de «la capacité à utiliser des formes symboliques pour intervenir dans le cours d'actions ou d'événements en vue de les influencer». (23) La notion même de *pouvoir symbolique* articule deux dimensions, celle du pouvoir (renvoyant au champ politique) et celle de la visibilité (relative au champ médiatique et à la sphère publique). Et c'est bien à l'intersection de ces deux champs que surviennent les scandales politiques (chapitre 4).

Pour parvenir à sa théorie, Thompson procède à une analyse conceptuelle de la notion de *scandale,* (chapitre 1) montrant son évolution depuis le 16e siècle, et la distinguant de termes connexes: le scandale implique toujours la publicité et un public de tiers, alors que le *commérage* se déroule entre des proches et la *rumeur* adopte des canaux officieux. Ces clarifications sont l'occasion de revenir sur les transformations historiques de la visibilité, qui passe d'un régime de coprésence propre au Moyen Age, à celui de la médiatisation et à l'avènement des médias de masse, le public n'étant plus nécessairement en situation de coprésence avec les acteurs du drame social que constitue le scandale. (chapitre 2). Quant aux chapitres 5–7, ils abordent les trois enjeux autour desquels se joue cette dynamique: le sexe, l'argent et le pouvoir.

Alors que Thompson se concentre sur des scandales politiques survenus pour l'essentiel dans le monde anglo-saxon, Adut élargit la perspective s'intéressant à d'autres domaines, tels l'art (chapitre 6) et les controverses relatives aux mœurs de personnages publics (chapitre 2), ou encore la corruption en France (chapitre 4). Certains chapitres recoupent des cas abordés par Thompson, notamment le Watergate (chapitre 3) ou l'affaire Lewinsky (chapitre 5).

L'intérêt principal du livre d'Adut tient toutefois aux concepts anthropologiques qu'il mobilise pour appréhender le scandale (chapitre 1). La notion de *contamination* lui permet de ressaisir d'emblée la dimension collective du scandale et d'expliquer le fait, par exemple, que non seulement les acolytes du transgresseur, mais aussi des publics puissent se sentir «souillés» par des révélations, quand bien même leur responsabilité ne serait pas directement engagée. Adut essaye de penser le scandale comme la violation d'un *tabou,* la mise à mal d'une limite ancrée dans les présupposés moraux de la société. Ce faisant, il met en lumière certaines tensions relatives à ces présupposés, y compris du côté de l'enquêteur, les sciences sociales ayant trop souvent tendance à appréhender la responsabilité d'après le modèle de l'individu libéral. Toutefois, le procédé d'Adut ne va pas sans poser des difficultés, en particulier lorsqu'il passe de façon abrupte d'un exemple issu d'une société antique à un cas contemporain.

On l'aura compris, Thompson et Adut proposent des réflexions essentielles pour l'approche du scandale par les sciences sociales et historiques. Le fait que leurs ouvrages soient écrits en anglais soulève cependant une interrogation qui n'est pas sans implications épistémologiques: le lexique ordinaire utilisé pour décrire ces transgressions varie d'un contexte linguistique à l'autre. Ainsi, si nous pouvons désigner des scandales sur la base de suffixes désormais classiques, empruntés à l'anglais (*-gate*, *-leaks,* et cetera), certains termes ne se retrouvent pas forcément dans cette même langue, en particulier la notion d'*affaire* (entendue ici en son sens usuel) qui possède une longue histoire en contexte francophone. Il y aurait là une enquête comparative fascinante à mener dans le registre de ce qu'Adut appelle

phénoménologie, à la croisée entre cognition sociale, morale ordinaire et émotions publiques.

Philippe Gonzalez (Lausanne)

A l'épreuve du scandale
Politix, revue des sciences sociales du politique 71

De Boeck Supérieur, Louvain-la-Neuve 2005, 214 p., € 20,–

Luc Boltanski, Elisabeth Claverie, Nicolas Offendstat, Stéphane Van Damme (dir.)
Affaires, scandales et grandes causes
De Socrate à Pinochet

Stock, Paris 2007, 462 p., € 28,–

Issues d'un colloque organisé à Paris en 2004 par le Laboratoire de médiévistique de Paris I, le CNRS et le Groupe de sociologie politique et morale (EHESS), ces deux publications réunissent une vingtaine d'études de cas, de l'Antiquité à nos jours, et trois articles théoriques de plus vaste portée. Dans le prolongement des travaux de Luc Boltanski sur les opérations critiques ordinaires liées au sens de la justice et d'Elisabeth Claverie sur l'émergence de la forme «affaire» au 18e siècle, ces recueils visent à montrer la fécondité d'un modèle, celui de la sociologie pragmatiste, à l'analyse des disputes publiques. Le projet est ambitieux, puisqu'il embrasse le temps long, couvrant plus de 2000 ans d'histoire, à partir de terrains très variés, et se veut résolument pluridisciplinaire, associant historiens de toutes les époques, anthropologues et sociologues. Nous nous concentrerons en particulier sur la contribution de Cyril Lemieux et celle de Luc Boltanski et Elisabeth Claverie, qui ponctuent l'ouvrage, et l'article d'ouverture de la revue, signé par Damien De Blic et Cyril Lemieux, parce qu'ils font figure de manifeste pour une approche pragmatiste du scandale et de l'affaire.

Dans cette perspective, les deux mots ne sont d'ailleurs pas synonymes. S'appuyant sur la distinction proposée par Elisabeth Claverie, le scandale est défini comme une condamnation unanime d'un comportement transgressif, tandis qu'une affaire se caractérise par la mise en cause des accusateurs, la polarisation du public en deux camps et la réversibilité subséquente des statuts d'accusateur et d'accusé, de victime et de coupable. Conçus comme deux idéaux-types, scandale et affaire forment «les deux extrémités d'un continuum reliant analytiquement des situations où la condamnation des fautifs tend à faire chorus (comme, par exemple, le scandale de Panama en 1889) à des situations où deux camps s'affrontent, non seulement quant à la désignation des places de victime et de coupable mais encore et surtout quant aux normes qui permettent d'en juger» (Lemieux, *L'accusation tolérante. Remarques sur les rapports entre commérage, scandale et affaire,* 2007, 368). Cette distinction analytique et idéal-typique entre la forme scandale et la forme affaire semble de faible intérêt: étant donné la très forte différenciation sociale des sociétés complexes, une dénonciation publique ne reste ni unanime ni univoque, les acteurs n'ayant de cesse de se livrer à des distinguos, se positionnant les uns par rapport aux (et souvent contre les) autres. Ainsi, pour prendre un cas limite, en 1996, durant «l'affaire Dutroux» en Belgique, l'unanimisme de la condamnation de Marc Dutroux et le travail de mise en cohérence des organisateurs de la «marche blanche» ne doivent pas masquer combien les différents protagonistes pouvaient formuler des dénonciations très dissemblables, les uns pointant l'absence de prise en charge des victimes d'actes de pédophilie, d'autres déplorant des dysfonctionnements des institutions fédérales, d'autres encore visant

les complicités des autorités policières, judiciaires et politiques locales, voire un complot à la solde des pédophiles, et cetera. Qui plus est, les auteurs font un usage très relâché de cette distinction analytique: sous leur plume, les deux termes redeviennent souvent interchangeables. Plus grave encore, la confusion entre le scandale (les mobilisations) et le fait supposé scandaleux (les transgressions de normes) prédomine: «la dénonciation des scandales et celle de l'argent vont dès lors tendre à se renforcer mutuellement» (De Blic, *Moraliser l'argent. Ce que Panama a changé dans la société française,* 2005, 65), «la dénonciation d'un scandale financier» (ibid., 80). Absente de ces travaux, une autre distinction analytique idéale-typique, celle entre controverse (une dispute entre pairs, et donc confinée à un espace social) et scandale ou affaire (une dispute localisée dans et entre plusieurs espaces sociaux) paraît plus heuristique.

Toujours est-il que la distinction pousse les auteurs à éclairer les conditions socio-historiques de passage de la forme scandale à la forme affaire. A ce titre, ils s'intéressent particulièrement à la formation du «public», amené à trancher du bien-fondé des dénonciations. Si l'affaire émerge comme forme historique au milieu du 18e siècle en parallèle à la «cité civique» (Boltanski/Claverie, *Du monde social en tant que scène d'un procès,* 2007, 443), l'accès à un public plus vaste d'une dispute initialement confinée, condition préalable et commune à tous les scandales et affaires, permet sur le temps long l'étude des dispositifs de régulation des cas de transgression et de déploiement d'«espaces publics», de l'agora athénienne aux médias de masse de l'époque contemporaine en passant par la *fama* du Moyen Age. Usant des métaphores théâtrales et judiciaires, les auteurs ont une conception idéaliste et moniste du public (le chœur arbitrant le litige), minorant la capacité très inégale des acteurs à porter une dénonciation et leurs différents niveaux d'engagement.

Cependant, l'un des intérêts de ces travaux tient dans la volonté de se démarquer à la fois de la vision pathologique du scandale et de travaux le considérant comme un simple révélateur de «rapports de force, des structures, des espaces positionnels ou des normes qui lui préexistaient» (De Blic/Lemieux, *Le scandale comme épreuve. Eléments de sociologie pragmatique,* 2005, 70) pour en faire un objet *normal et à part entière* des sciences sociales. En considérant le scandale comme une *épreuve* par laquelle une collectivité exprime son attachement à des normes transgressées, la sociologie pragmatiste invite à penser sa dimension instituante: «il ne laisse jamais les choses en l'état [...] conduit à des repositionnements, à une redistribution des cartes institutionnelles, voire à des remises en cause brutales des rapports institués» (ibid.). Le questionnement devrait alors moins porter sur ce que le scandale *révèle* que sur ce qu'il *fait* aux rapports sociaux. Les études de cas insistent ainsi largement sur cette force instituante du scandale: consolidation du régime démocratique athénien par les grandes disputes publiques (Pascal Payen, *D'Ephialte à Socrate. Construction et déni d'une cause,* 2007), émergence d'une nouvelle classe d'agents, les légistes, à la faveur des procès d'évêques du 14e siècle (Patrick Boucheron, *L'affaire Boniface VIII,* 2007), ou encore recomposition des relations entre élus, journalistes et hommes d'affaire durant et après le scandale de Panama (De Blic, *Cent ans de scandales financiers en France. Investissement et désinvestissement d'une forme politique,* 2007). La notion d'épreuve renvoie également à l'indétermination qui caractérise les situations de dénonciation publique: elles ne peuvent se réduire aux «causes profondes» ni s'expliquer *a pos-*

teriori par leurs résultats. Cette posture, inspirée de l'hypothèse de continuité défendue par Michel Dobry, invite à se défaire de l'histoire naturelle et de l'illusion rétrospective, mais là où l'auteur de *Sociologie des crises politiques* focalise son attention sur les mobilisations multisectorielles (observables dans les seules sociétés où la différenciation sociale est fortement objectivée), les contributeurs tendent à privilégier les registres discursifs de l'action en général, et les normes en particulier, et ce quel que soit le degré de différenciation des sociétés. Souvent, cette réduction de la *praxis* aux pratiques discursives, dans une veine sémiotique («Parmi les tâches qui reviennent à une histoire sociale des affaires figure ainsi une analyse littéraire de la formation et de la diffusion des genres discursifs qui ont contribué à la mise en place de ces différents registres», Boltanski/Claverie, 2007, 430), va de pair avec une certaine décontextualisation, à savoir une faible attention à la fois aux circonstances et aux institutions (grandes absentes de cette fresque) qui encadrent (et résultent de) l'activité sociale.

Quand bien même ils s'en défendent, les auteurs tendent assez vite à considérer le scandale comme un test, un révélateur, voire un analyseur, des normes, qui deviennent centrales dans l'explication: «Le scandale est précisément ce test à travers lequel se manifeste le degré actuel d'adhésion d'une communauté à certaines normes» (De Blic/Lemieux, 2005, 16); «le scandale constitue en fait une épreuve à laquelle viennent s'affronter toute une série de normes, d'acteurs ou de dispositifs» (De Blic, 2005, 62); «L'événement fait en réalité surgir une contradiction, entre des pratiques économiques en plein développement et des normes morales relatives à l'argent dont l'ampleur du scandale révèle l'actualité» (De Blic, 2007, 237). Ainsi, le scandale (Panama) ou l'absence de scandale (Crédit Lyonnais) sont rapportés au statut moral de l'argent: condamnation dans un cas, valorisation un siècle plus tard. Ce faisant, les normes («prendre au sérieux la dimension normative de l'agir», De Blic/Lemieux 2005, 38) sont étonnamment censées être largement partagées, comme si «le public» formait une communauté, et font figure de ressorts de l'action. En outre, une approche aussi normativiste risque de naturaliser les mobilisation («aspect émotionnel et irréfléchi de l'indignation soulevée par le scandale», ibid., 26) et de faire fi des usages tactiques de l'indignation, des jeux dont les acteurs sont capables, un comble pour une approche se réclamant du pragmatisme, qui tend de surcroît à homogénéiser les enrôlements pour le moins hétérogènes à l'œuvre dans ce type de configuration. Autre entorse au pragmatisme, un certain stratégisme, reproché à d'autres courants de la sociologie, refait assez vite surface: «[L]e scandale par sa gravité même constitue donc pour ceux qui le dénoncent le plus violemment l'opportunité inespérée de créer une situation révolutionnaire ou de recomposer un corps social jugé décomposé.» (De Blic, 2005, 80)

Si les conditions éditoriales de ces deux publications (taille réduite des nombreuses contributions) ne permettent pas aux auteurs de décrire avec minutie les cas étudiés (au vu de l'éloge pragmatiste de la description), il n'en demeure pas moins que les raccourcis et autres métaphores abondent, la formule «le scandale éclate» (par exemple, 2005, 20, 21, 32, 68) fait figure de leitmotiv, exonérant les auteurs de toute tentative de description de cet «éclatement». Attentive aux «raisons qu'a le public de se scandaliser» (De Blic/Lemieux, 2005, 26), la démarche semble pâtir d'une sorte de chaînon manquant entre les grammaires normatives et les mobilisations. Comment lier la relative stabilité des premières et la très forte volatilité des secondes? Ce point de butée provient de

l'absence de prise en compte des perceptions des acteurs *in situ,* durant le scandale, perceptions dont les oscillations permettent de rendre compte des fortes variations de la jouabilité de la dénonciation. Retracer ces oscillations pose certes de sérieux problèmes pour les périodes antérieures à l'essor de la presse.

Hervé Rayner, Fabien Thétaz (Lausanne)

Norman Domeier
Der Eulenburg-Skandal
Eine politische Kulturgeschichte des Kaiserreichs

Campus, Frankfurt a. M. 2010, 433 S., € 29,90

Souvent comparé à l'Affaire Dreyfus qui le précède de quelques années, le scandale Eulenburg est l'un des épisodes marquants de l'histoire allemande du début du 20e siècle. En parlant à mots couverts de l'homosexualité de certains membres de l'entourage de l'Empereur Guillaume II, Maximilian Harden, l'un des plus influents journalistes de l'époque, dénonce en 1906 dans sa revue *Die Zukunft* l'ascendant pris sur le monarque par une coterie occulte qui tend à lui insuffler des idées jugées contraires au bien public. Plusieurs procès s'ensuivront qui aboutiront au lâchage puis à la disgrâce de l'un des membres les plus en vue de ce petit cercle, Philipp zu Eulenburg, diplomate et représentant de la grande noblesse prussienne. Plus fondamentalement, nombreux seront les commentateurs, contemporains ou postérieurs, à considérer cette affaire comme une forme de tournant, annonciateur pour certains d'une forme de bellicisme refondé aboutissant au premier conflit mondial, révélateur pour d'autres de la crise des élites wilhelmiennes.

Il est d'autant plus étonnant qu'un événement aussi retentissant n'ait jamais fait l'objet d'une véritable enquête systématique jusqu'à la présente étude de Norman Domeier. Celle-ci est le fruit d'une vaste enquête portant sur l'analyse de près de 5000 articles de presse ainsi que d'une moisson documentaire fort ample intégrant entre autres les nombreuses sources judiciaires liées aux procès. L'étude tourne toutefois délibérément le dos à la chronique factuelle pour privilégier, comme l'indique son sous-titre, une histoire culturelle du politique. Par ce terme, Domeier arrime son approche aux travaux les plus récents au sein des sciences sociales qui prennent le scandale comme objet. Il entend ainsi interpréter l'affaire moins comme le catalyseur d'une forme de décadence «fin de siècle» que comme le moment d'élaboration de formes de comportement et de visions du monde fortement polarisées tant sur le plan politique, social que culturel. Au-delà des intrigues personnelles, ce scandale marque à ses yeux une inflexion fondamentale sur le plan des mentalités, qu'il s'agisse de la relation à certaines valeurs – le prestige ou la confiance en l'autorité –, de questions relevant de la morale sexuelle ou encore des relations entre sphère privée et publique. Dans cette perspective, Domeier met en lumière les différents enjeux liés à la caractérisation de certains faits comme scandaleux par les multiples protagonistes de l'affaire. Loin de recouper des clivages idéologiques et sociaux statiques, les positionnements s'articulent de manière différenciée suivant les dynamiques propres aux procès successifs et la diversité des types de normes mises en cause.

Domeier insiste plus précisément sur trois dimensions de l'Affaire qui lui confèrent sa spécificité dans le contexte de l'époque. La presse joue tout d'abord un rôle de caisse de résonance qui dépasse de très loin les frontières locales et nationales. Les procès générés par les polémiques Harden-Eulenburg – dans la foulée de plusieurs affaires contemporaines – sont

relayés par plusieurs titres internationaux qui dépêchent pour l'occasion force correspondants: comptes rendus, commentaires et interviews font l'objet d'une véritable surenchère dans la recherche du regard et du traitement le plus original et sensationnaliste. Sur un autre plan, les modalités du scandale donnent lieu à de multiples récupérations et instrumentalisations dans les divers contextes nationaux européens qui sont autant de ripostes aux prétentions d'excellence germaniques tant en matière de rigueur morale que de discipline militaire.

L'étude s'interroge ensuite sur les conditions même de l'émergence du scandale en reliant l'affaire Eulenburg à diverses affaires qui l'ont précédé. Dès 1893, le journal satirique *Kladderadatsch* met en causes trois hommes politiques de premier plan en dévoilant certains pans de leur vie privée: on trouve déjà parmi les protagonistes Harden du côté des accusateurs et Eulenburg du côté des accusés. Quelques années plus tard, c'est le fabricant d'armes Friedrich Albert Krupp qui est la cible du journal socialiste *Vorwärts:* celui-ci révèle les penchants efféminés de l'industriel et dénonce des «orgies sexuelles» organisées en Italie près de Capri. Le suicide de Krupp peu de temps après sera déguisé en crise cardiaque alors que Guillaume II s'assure le contrôle des usines via le mariage de l'héritière Krupp (Bertha!) avec l'un de ses hommes de main. Le scandale Eulenburg ne peut ainsi se comprendre sans ces antécédents qui, en fragilisant le régime, rendent possible aussi bien la mise en cause toujours plus systématique de l'entourage de l'Empereur que l'instrumentalisation de l'homosexualité pour discréditer l'adversaire.

Enfin, Domeier confère une place importante à certains acteurs de l'affaire en soulignant notamment le rôle des intellectuels dans une forme d'«universalisation» des valeurs mises en question par le scandale. En ce sens, cet épisode confirme l'avènement de ce nouveau magistère bien au-delà du seul cas français, favorisé aussi bien par l'essor d'une presse de masse dans les dernières années du siècle que par l'avènement d'une forme de *new journalism* plus centré sur l'investigation. Harden n'est pas un homme seul, comme en témoigne le soutien qui lui est apporté via un message de solidarité cosigné dans les colonnes du *Morgen* par douze intellectuels européens de renom. Par ailleurs, le célèbre psychiatre berlinois Magnus Hirschfeld tentera, en vain, d'investir la scène judiciaire afin d'y prolonger son combat pour la dépénalisation de l'homosexualité.

Ces quelques pistes n'épuisent pas la richesse d'un ouvrage très stimulant qui a le grand mérite de décloisonner l'affaire Eulenburg des lectures unilatérales qu'elle avait engendré tant en terme d'histoire politique que d'histoire de l'homosexualité. Le revers de cette approche «totale» peut toutefois résider dans la tentation de conférer au scandale une influence par trop prédominante dans le changement social. A cet égard, et même si Domeier se garde de toute perspective finaliste, on aurait aimé en savoir plus sur l'impact véritable de cette affaire sur les rapports de force internes ainsi que sur la politique extérieure du Reich. En quoi le scandale modifie-t-il les équilibres existants et dans quelle mesure a-t-il contribué à lui seul à l'intensification d'une forme d'agressivité militaire? La question dépasse la présente étude de cas et concerne au demeurant toute approche par le scandale: si sa fonction heuristique a été largement démontrée, elle se doit d'être étroitement liée à une analyse plus structurelle des sociétés qui président à son épanouissement.

François Vallotton (Lausanne)

Koni Weber
Umstrittene Repräsentation der Schweiz
Soziologie, Politik und Kunst bei der Landesausstellung 1964
Mohr Siebeck, Tübingen 2014, 12 Abb., 364 S., € 59,–

«Warum [...] soll man sich mit einer Studie auseinandersetzen, deren Ergebnisse in der Schweiz kaum zur Kenntnis genommen wurden und von der die Öffentlichkeit kaum mehr erfahren hat, als dass sie Anlass zu einem Skandal gab, über den bald Gras wuchs?» (26) So die zentrale Frage, mit der diese Zürcher Dissertation eröffnet wird. Thema ist eine aufwändige soziologische Befragung mitsamt ihrem Kontext, die im Vorfeld der Landesausstellung von 1964 in Lausanne, der Expo, durchgeführt wurde. Expo, Befragung und die sich daraus entwickelnde Affäre sind keineswegs unbekannt, sondern wurden schon unter diversen Blickwinkeln untersucht, doch fügt Koni Weber dem zahlreiche neue Facetten hinzu, die dem aufbrechenden Konflikt schärfere Konturen verleihen.

Der Anstoss zur soziologischen Befragung ging seinerzeit vom Lausanner Theaterregisseur Charles Apothéloz aus, der den Auftrag übernommen hatte, eine der geplanten Sektionen der Expo zu gestalten. Unter dem Titel *Un Jour en Suisse* entwickelte sich daraus eine Auseinandersetzung mit dem «Homo Heveticus», dem dominierenden «Nationalcharakter», dessen Existenz zumeist unhinterfragt vorausgesetzt wurde. Apothéloz war als junger Mann wegen Wehrdienstverweigerung ins Gefängnis gegangen, dachte durchaus nonkonformistisch und entwickelte ein ironisierendes Spiel mit nationalen (Selbst-) Stereotypisierungen, in denen sich ein bestimmtes Bild der Nation kristallisiert hatte. Es überrascht, dass ausgerechnet er einen solchen Auftrag erhielt. Die soziologische Befragung, entwickelt vom französisch-rumänischen Sozialanthropologen Isac Chiva und den Schweizerinnen Ariane Deluz, Soziologin, und Nathalie Stern, Sozialpsychologin, sollte das nötige Hintergrundwissen bereit stellen für die geplante, eher künstlerisch inspirierte Intervention von Apothéloz. Daraus entstand ein komplexes Projekt, dessen verschiedene Ebenen bald einmal in einem erheblichen Durcheinander ausser Kontrolle gerieten. Der Autor verfolgt die Entwicklungsstränge und dekonstruiert die dabei ins Spiel kommenden Deutungen und Positionen der zahlreichen Beteiligten in durchaus subtiler Weise. Dabei stehen ihm umfangreiche Unterlagen der soziologischen Untersuchung, Papiere von Apothéloz und Archivalien aus dem Bundesarchiv zur Verfügung. Nur vereinzelt bemühte er sich um Gespräche mit Beteiligten, so zwar mit dem Soziologen Urs Jaeggi, nicht aber mit Luc Boltanski, der das entstandene Material nachträglich in einer kleinen Publikation (*Le bonheur Suisse,* Paris 1966) teilweise auswertete, aber auch kritisch darüber hinausging, oder mit der zur Zeit der Arbeit an der Dissertation noch lebenden Ariane Deluz oder dem ebenfalls gelegentlich zitierten Soziologen Peter Atteslander. Vom Letzteren wäre vielleicht zusätzliche Auskunft über den prekären Status der akademischen Soziologie in der damaligen Schweiz erhältlich gewesen.

Koni Weber bietet viel Material, das die grundlegende Irritation verdeutlicht, die von empirischer Sozialforschung ausging. Ein höchst interessantes Kernstück der Untersuchung erlaubt es, den Interviewern bei der Generierung der soziologischen Daten via Umfrage von Mai bis August 1962 gewissermassen über die Schulter zu schauen, indem die weitgehend erhaltenen originalen Fragebogen analysiert werden. In einer ungewöhnlichen, pionierhaften Form der Kooperation mit IBM konnten diese Daten damals auf dem Grossrechner aufbereitet und systematisch auf statistisch signifikante Korrelationen geprüft werden.

Die Wissenschaftler waren methodisch auf der Höhe. Die von ihnen angewandten Methoden der repräsentativen Meinungsforschung standen allerdings in einem wenig geklärten Verhältnis zur politischen Meinungsäusserung in Form von Wahlen und Abstimmungen. Wie sich bald einmal zeigte, erwachten genau an diesem Punkt starke Widerstände, vor allem gegenüber den von Apothéloz entwickelten Aktionen an der Expo, sehr deutlich aber auch gegen eine Wissenschaft, die sich in das Feld der Politik einmischte. Apothéloz wollte das Publikum aktivieren und einbeziehen, aktivierte damit aber zunächst einmal den Delegierten des Bundesrats, Hans Georg Giger, der die Regierung alarmierte. Giger erscheint hier stellvertretend für eine höchst konservative Position, gemäss der politische Äusserungen des «Volks» nur bedingt erwünscht waren nach vorgängiger Information und Anleitung durch die politischen Eliten. Die hinter den Kulissen erfolgende Intervention verlief teilweise erfolgreich, das Expo-Projekt musste angepasst werden. Giger schaffte es sogar, soziologische Fachkollegen des Untersuchungsteams aufzubieten, welche die Befragung desavouierten, ohne sich über die Zusammenhänge zu informieren. Insbesondere gerieten in der Beurteilung ständig die seriöse soziologische Befragung und die daraus abgeleiteten Publikumsinterventionen an der Expo durcheinander. Dies kann hier nur angedeutet werden. Koni Weber entwirrt die Fäden detailliert und gekonnt, wenn auch in der Anlage des Textes mit vorwegnehmenden Einleitungen und vielfachen Zwischenresümees eine erhebliche Redundanz entsteht. Hingegen hätte der Delegierte des Bundesrats, der erwähnte Hans Georg Giger, eine zusätzliche Positionierung verdient: Als rechtsbürgerlicher Aktivist gegen jeden Ausbau des Sozialstaats übernahm er ab 1978 die Leitung des *Trumpf Buur* (Jürg Frischknecht et al., *Die unheimlichen Patrioten,* Zürich 1979, 196 f.). Im *Historischen Lexikon der Schweiz* sucht man ihn übrigens vergebens.

Letztlich erzielten die politischen Störmanöver kontraproduktive Wirkung, da der verärgerte Apothéloz nicht bereit war, sich dem autoritären Diktat schweigend zu unterwerfen. Zwei Monate nach Eröffnung der Expo trug er seine Informationen in die Presse, so dass mit einer Artikelfolge in der *Gazette de Lausanne* im Sommer 1964 die eigentliche Affäre losgetreten wurde, die als «Gulliver-Skandal» in die Annalen einging: Dies angelehnt an die weithin beachtete Inszenierung der Expo, einen «Gulliver» auftreten zu lassen, der als riesenhafter Besucher der Schweiz die seltsamen Bräuche der Eingeborenen beobachtete und diese mit einem Fragebogen zur Stellungnahme aufforderte. Ursprünglich sollten die einlaufenden Antworten des Publikums täglich statistisch ausgewertet und über eine elektronische Anzeige bekannt gemacht werden. Genau dieser «plebiszitäre» Teil war, neben zahlreichen Eingriffen beim Fragebogen, gestrichen worden. Nun sprach die Zeitung von einem Zensurversuch, die Politik sah sich als intransparenter «Geheimclub» denunziert. Die übrige Presse griff den Stoff auf; wenn auch nachhaltigere Wirkungen ausblieben, so lässt sich im Ergebnis doch festhalten, dass die Kontrolle misslungen war. In der Affäre kündigte sich bereits das Ende des grossen Konformismus an, der Beginn jener Unruhe, die zu «1968» führte. Der «Skandal» wird von Koni Weber beschrieben, aber nicht mehr grundsätzlich als öffentlichkeits- und medienpolitisch wirksames Ereignis eigener Art thematisiert. Das vermag man anhand des ausgebreiteten Materials selbst zu tun. Es war letztlich nur ein «kleiner Skandal», dessen Umstände und Vorbedingungen weit interessanter sind als das öffentliche Strohfeuer am Schluss.

Mario König (Basel)

Dorothee Liehr
Skandal und Nation
Politische Deutungskämpfe in der Schweiz 1988–1991

Tectum, Marburg 2014, 650 S., Fr. 66.90

Über die turbulenten Zeiten in der Schweiz um 1990 wurde in zeitgenössischen Texten viel geschrieben und debattiert. Zum einen waren diese Jahre gekennzeichnet durch die aussenpolitischen Ereignisse im Kontext der weltpolitischen Wende, zum anderen durch die heftigen innenpolitischen Auseinandersetzungen, die das imaginierte, offizielle Schweizbild und damit auch das schweizerische Selbstverständnis ins Wanken geraten liessen. Ebendiesen innenpolitischen Debatten im Zeitraum von 1988–1991 widmet sich die deutsche Historikerin Dorothee Liehr in ihrer an der Universität Zürich konzipierten und verfassten Dissertation. Liehr liefert damit die erste umfassende und differenzierte wissenschaftliche Analyse dieser politischen Deutungskämpfe der in der hiesigen Geschichtswissenschaft bislang noch kaum beachteten 1990er-Jahre.

Liehrs Erkenntnisinteresse konzentriert sich auf die beiden Skandalkonstellationen, denen zu jener Zeit die grösste mediale Aufmerksamkeit zuteilwurde: der «Fall Kopp» und der Fichen-Skandal, wobei die Bezüge zwischen den beiden Eklats sowie auch zwischen anderen innerschweizerischen Debatten (erwähnt werden zum Beispiel die «Diamant»-Feier, die GSoA-Abstimmung oder der Kulturboykott als Protest gegen die 700-Jahr-Feier) in ihrem jeweiligen Zusammenhang erläutert werden. Wie auch von Zeitgenossen wahrgenommen, begreift Liehr den Rücktritt Elisabeth Kopps als Auslöser einer beginnenden staatlichen Vertrauenskrise, die in den durch die Parlamentarische Untersuchungskommission im Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement (PUK EJPD) publik gemachten Fichenfunden ihren Höhepunkt fand. Aus diesem Grund folgt Liehrs Analyse einem chronologischen Aufbau, wobei der Hauptteil in zwei umfangreiche Kapitel gegliedert ist, die sich erstens der Untersuchung des «Kopp-Skandals» (Kapitel II) widmen und zweitens der Skandalisierung der Staatsschutzpraktiken (Kapitel III).

Theoretisch und methodisch orientiert sich *Skandal und Nation* an den französischen Entwürfen zu einer «Soziologie der Kritik» (Boltanski/Claverie), anhand derer Liehr die beiden im Fokus stehenden Skandale nach den ihnen zugrundeliegenden Wertvorstellungen, ihrem Verlauf, ihrer kommunikativen – insbesondere massenmedialen – Konstruktion und Ausgestaltung sowie nach ihrer Rezeption in der Öffentlichkeit untersucht. Den Fragestellungen soziologischer Skandaltheorien nach Kepplinger und Hondrich folgend, wendet Liehr die Entwicklung des idealtypischen Skandals (1. Fehltritt, 2. Enthüllung, 3. Entrüstung, 4. Genugtuung) auf ihre beiden Konstellationsanalysen an.

Obwohl zunächst als lediglich auf den Fichen-Skandal beschränkte Untersuchung geplant, entschied sich die Autorin aufgrund ihrer «persönlichen Neugierde» (33) für eine Ausweitung ihres Dissertationsprojekts um eine weitere, primär auf gedruckten Deutschschweizer Quellen basierende, fundierte Recherche zum «Fall Kopp». Dies ist denn auch der brisantere Teil von Liehrs Analyse, stellt er doch – gewollt oder nicht – den ersten wissenschaftlichen Rehabilitationsversuch der Altbundesrätin dar. Hierbei erweist sich die Methodenwahl als besonders hilfreich: Liehr gelingt es, Schritt für Schritt den Prozess der Skandalisierung des Ehepaars Kopp nachzuzeichnen und die zentrale Rolle der Massenmedien herauszuarbeiten, wobei sie stets auf die «realitätskonstruierende Gestaltungsmacht» (88) von symbolischen Ordnungssystemen

aufmerksam macht und damit die für Skandalisierungen typische «Verengung der Sichtweisen» (91) sowie die zunehmende Emotionalisierung in Öffentlichkeit und Berichterstattung herausarbeitet. Die analytische Trennung zwischen den Begriffen «Skandal» und «Affäre» ermöglicht es Liehr zudem, auf die politische Intervention der Intellektuellen Jeanne Hersch als Erweiterung des «Falls Kopp» einzugehen, die den Versuch darstellte, auf die Unschuld der zurückgetretenen Bundesrätin hinzuweisen und damit ihre moralische Rehabilitierung zu erreichen. Die intellektuelle Kritik Herschs bezog sich, so Liehr, auf die Vermischung verschiedener Sachverhalte im PUK-Bericht, der die Frage der Amtsgeheimnisverletzung der Bundesrätin klären sollte. Des Weiteren prangerte Hersch die mangelnde Respektierung der Unschuldsvermutung des Ehepaars Kopp vonseiten der Medien wie auch der PUK-Mitglieder an sowie das weitgehende Schweigen darüber, welche «Amtsgeheimnisse» Kopp ihrem Mann überhaupt weitergegeben habe. Für einen Empathie erzeugenden Blickwinkel zugunsten der geächteten Politikerin eintretend, blieben Herschs Voten jedoch weitgehend ungehört – der Versuch der Philosophin, die Opferrolle Elisabeth Kopps zu verdeutlichen und damit den Skandal in eine Affäre zu überführen, blieb aufgrund der fehlenden Resonanz erfolglos. Liehr appelliert nach ihrer ausführlichen Analyse und Quellenkritik für eine kritische Hinterfragung der «im kollektiven Gedächtnis der Schweiz teilweise noch immer vorhandenen Negativvorstellungen über das Ehepaar Kopp» und beurteilt den Skandal als «eine trübe Episode der jüngeren Schweizer Politikgeschichte» (240 f.). Während sich die schweren Vorwürfe gegenüber Elisabeth Kopp faktisch nicht bestätigten, kommt Liehr entlang ihrer Quellenanalyse zum Schluss, die Genugtuung im Kopp-Skandal bestehe für viele Empörte in einer lebenslangen moralischen Diskreditierung der Altbundesrätin.

Anders beurteilt die Autorin in ihrem dritten Kapitel den aus dem Kopp-Skandal hervorgegangenen Fichen-Eklat, da dieser zur Aufklärung tatsächlich rechtswidriger Zustände im Schweizer Staatsschutz beigetragen habe und damit «mustergültig den konstruktiven gesellschaftlichen Zweck» (568) von Skandalen erfüllt habe: die Einhaltung von öffentlich anerkannten Werten und Normen. Liehr kommt in der Analyse des Fichen-Skandals zum Schluss, dass diesem eine aus gesellschaftspolitischen Aspekten deutlich grössere Bedeutung zukommt als der Skandalisierung Elisabeth Kopps, da sich erstens die Überwachungsmethoden der politischen Polizei im Gegensatz zu den Gerüchten um Bundesrätin Kopp beweisen liessen; zweitens weil zahlreiche BürgerInnen selbst von Fichierungen betroffen waren, was das Mobilisierungspotenzial vergrösserte; drittens weil die Massenmedien beiden Parteien gleichermassen Aufmerksamkeit schenkten und damit die Debatte substanzieller entwickelten; und viertens weil mit dem Fichen-Skandal nicht persönliche Verfehlungen (wie im «Fall Kopp») kritisiert wurden, sondern Praktiken politischer Institutionen, die das nationale Selbstbild in seinen Grundfesten erschütterte.

Liehr hat mit ihrer imposanten, 650 Seiten starken Dissertation einen wichtigen Beitrag zur Aufarbeitung der jüngeren Schweizer Geschichte vorgelegt. Als wünschenswert und bereichernd anzumerken wäre der Abdruck der zahlreichen Gesprächstranskripte, auf die Liehr insbesondere bei ihren Ausführungen zum Fichen-Skandal mehrmals verweist. Zudem ist es fraglich, ob der Publikation in einem deutschen Verlag tatsächlich die ihr angemessene Aufmerksamkeit zuteilwird. Denn Liehrs analytisch scharfe und theoretisch fundierte Untersuchung der innenpolitischen Deutungskämpfe in der

Schweiz und dabei insbesondere ihre mutige, aber niemals moralisierende Stellungnahme zur Skandalisierung von Elisabeth Kopp liefert sowohl für die Wissenschaft als auch für die interessierte Öffentlichkeit einiges an Gesprächsstoff.

Carmen Richard (Zürich)

Allgemeine Buchbesprechungen
Comptes rendus généraux

Claudia Moddelmog,
Simon Teuscher (Hg.)
Königsfelden
Königsmord, Kloster, Klinik
Hier + Jetzt, Baden 2012, 288 S., Fr. 39.–

Im Jahr 1308 wurde der römisch-deutsche König Albrecht I. von Habsburg in der Nähe von Windisch von seinem Neffen Johann und weiteren im heutigen schweizerischen Mittelland ansässigen Adligen ermordet. In der Folge stifteten seine Witwe Elisabeth und Agnes von Ungarn, seine Tochter und Witwe des 1301 verstorbenen König Andreas III. von Ungarn, das Kloster Königsfelden. Als sich die Ermordung Albrechts I. zum 700. Mal jährte, nahmen dies Simon Teuscher (Universität Zürich) und Jeannette Rauschert (Staatsarchiv Aarau) zum Anlass, sich mit der Geschichte des Klosters vom Mittelalter bis in die Neuzeit zu beschäftigen. Aus der Zusammenarbeit von Kanton Aargau und Universität Zürich entstand ein Buch, das sowohl ein Beitrag zur regionalen Erinnerungskultur wie auch zur universitären Geschichtsforschung darstellt. Königsfelden stand bislang am Rande der historischen Forschung, es passte nicht recht in die Schweizer Geschichte. Die Erzählung der Beziehungen zwischen Habsburg und Eidgenossen beschäftigte sich bis anhin primär mit der Entstehung der Eidgenossenschaft beziehungsweise seit dem ausgehenden 20. Jahrhundert mit der Dekonstruktion der Entstehungsmythen. Der Band präsentiert sechs Untersuchungen zur Geschichte von Königsfelden. Der rote Faden durch die vielfältige Klostergeschichte wird durch das Untersuchungsobjekt und die Erinnerungskultur gelegt.

Im ersten Beitrag untersucht Tobias Hodel anhand von zeitgenössischen Chroniken den Königsmord von 1308. Indem er die Darstellung des Ereignisses in verschiedenen mittelalterlichen Chroniken nachverfolgt, gelingt es ihm, Absichten und Motive der Chronikschreiber herauszuarbeiten. Sie alle beschreiben unterschiedliche Motive für die Tat und zogen verschiedenartige Schlussfolgerungen aus den Ereignissen. Gemeinsam war ihnen der Versuch, den Mord und seine Folgen in einem Gesamtbild zu verorten. So blieb der Mord von 1308 bis zum Ende des Mittelalters ein Brennpunkt in den Erzählungen, trotzdem werde es heute nicht mehr möglich sein, diesen exakt zu rekonstruieren. Die Stiftung des Klosters diskutiert er im Kontext der Festigung der habsburgischen Herrschaft in den Vorlanden.

Martina Wehrli-Johns interessiert die Gründung der klösterlichen Gedenkstätte Königsfelden am Ort des Mordes sowie die Geschichte des Ordens bis zur Reformation. Sie diskutiert die Anforderungen, die der Franziskanerorden an das neue Kloster stellte, damit es in den Orden aufgenommen werden konnte. Die Stiftung musste so ausgestattet sein, dass der Unterhalt der Nonnen und Mönche gesichert war, damit stand es mit dem franziskanischen Armutsgebot im Widerspruch. Allerdings unterstand das Frauenkloster der Klarissen der weniger strengen Regel Papst Urbans IV. und war damit befugt, Eigentum anzunehmen und zu verwalten. Das reich ausgestattete Frauenkloster war nun zuständig für den Unterhalt der Minderen Brüder, die keinen Besitz haben durften. Des Weiteren diskutiert Wehrli-

Johns, wie Königsfelden im 14. Jahrhundert nach Sempach zur Grabstätte Leopolds IV. wurde und sich zum Memorialort für die gefallenen Ritter entwickelte.

Im dritten Beitrag thematisiert Tobias Hodel Herrschaft und Verwaltung des Klosters. Dank der grosszügigen Schenkungen von Elisabeth und Agnes entwickelte sich das Kloster schnell zu einem regionalen Macht- und Wirtschaftszentrum. Hodel zeigt dies am Beispiel des «Schrifthandelns» der Klosterherrschaft. So kann er Veränderungen der Klosterherrschaft bis ins 15. Jahrhundert und vor allem die unterschiedliche Bedeutung von Schrift zeigen. Noch zu Beginn des 14. Jahrhunderts waren Schriftstücke für die Verwaltung der Herrschaft und Güter zweitrangig. Sie unterstützten allenfalls durch Vorzeigen die personalen Beziehungen beim Einziehen. Bis ins 15. Jahrhundert kann eine Entwicklung der Herrschaftsbeziehungen von personalen Abhängigkeiten zu territorialen Ansprüchen erkannt werden, die sich auch in der klösterlichen Schriftlichkeit abbildet.

Claudia Moddelmog geht im vierten Beitrag auf das Kloster als sozialen Ort ein. Sie fragt nach den Klarissinnen und wie die Klostereintritte der Frauen mit Herrschafts- und Verwandtschaftsbeziehungen zusammen hingen. Lebten vor 1400 Frauen aus dem hochadeligen und regionalen Ministerialadel in Königsfelden, traten ab 1400 zunehmend auch nichtadelige Frauen aus den benachbarten Städten ins Kloster ein. Aus der Zeit um 1500 schliesslich lassen sich auch bürgerliche Frauen aus Bern nachweisen. Spannend der Abschluss des Kapitels: Viele Königsfelder Klarissinnen hingen der neuen Lehre Zwinglis an und wollten das Kloster verlassen. Bern versuchte ihren Klosteraustritt zu Beginn zu verhindern, indem man ihnen die Auszahlung ihrer eingebrachten Güter verweigerte.

Der Band schliesst mit zwei Beiträgen zur Neuzeit. Jeannette Rauschert thematisiert die Frühe Neuzeit, in der sich die Klosterherrschaft zu einer Berner Landvogtei wandelte, sie wurde verwaltet durch die «Hofmeister». Das Klostergebäude wurde zum Herrschaftssitz umgebaut. Mit der Übernahme des Klosters übernahm die Stadt Bern auch die Aufgabe der Sorge für Arme und Kranke. Bislang kaum thematisiert ist jedoch der Umgang Berns mit der ehemaligen Klosteranlage und dem habsburgischen Memorialort. Hier setzt Rauschert ein und zeigt, dass Bern die Klosterkirche mit den wertvollen Glasgemälden, Fresken, Grabmälern und den adligen Gruften erhalten und bei Bedarf auch Ausbesserungen vorgenommen hat. Die Hofmeister führten die habsburgische Tradition der Grablege in Königsfelden fort und liessen sich in der Folge sogar in der Klosterkirche bestatten.

Der letzte Beitrag des Bandes von Nanina Egli führt Königsfelden in die Gegenwart. Sie widmet sich der Umwandlung des Klosters in ein Spital und später in eine psychiatrische Anstalt. Indem sie den Umgang mit Geschichte in der psychiatrischen Klinik zum Thema macht, steht auch in ihrem Beitrag der Erinnerungsort Königsfelden im Zentrum. Sie schneidet zahlreiche Themen von der Geschichte des Spitals über das Aufkommen einer Denkmalpflege bis hin zur Geschichtsrezeption einzelner Chefärzte an. Schade, dass für diese Themen nicht mehr Platz zur Verfügung stand. Der Band schliesst mit einer Liste aller greifbaren Königsfelder Klarissen.

«Königsfelden» ist ein sehr gut lesbares Buch, das den Spagat erfolgreich wagt, moderne Fragestellungen der Geschichtsforschung und regionale Geschichtsschreibung für ein breiteres Publikum aufzuarbeiten. Neben der flüssigen Sprache sind auch die klare Grafik und die

sorgfältig ausgewählten Illustrationen des Bandes positiv herauszustreichen.

Die zeitlich und inhaltlich sehr verschiedenen Beiträge zu Königsfelden verbindet der Fokus auf die Gedächtniskultur und den Erinnerungsort, der einen epochenübergreifenden Zugang zur Geschichte ermöglicht, ja ihn geradezu herausfordert. Die Untersuchung eines Ortes wie Königsfelden ermöglicht einen Perspektivenwechsel auf die Geschichte des Kantons Aargau im Kontext der Reichsgeschichte und der habsburgischen Landesherrschaft. Methodisch gewinnbringend erscheint in diesem Band die parallele Untersuchung von Erinnerungskultur und politischer Kultur, die im Kontext des Schrifthandelns diskutiert wurde. Die Beiträge liefern damit auch neue Erkenntnisse zur Geschichte der Habsburger in den Vorlanden.

Katja Hürlimann, Zürich

Miriam Nicoli
Les savants et les livres
Autour d'Albrecht von Haller (1708–1777) et Samuel-Auguste Tissot (1728–1797)

Editions Slatkine, Genève 2013, 365 p., fr. 76.90

Ce travail, la version remaniée de la thèse de doctorat soutenue en 2011 par Miriam Nicoli, propose une analyse des rapports entre les savants et les livres au 18e siècle. Les livres, plus précisément dans le cadre de cette recherche les imprimés scientifiques, sont considérés en même temps comme moyen d'acquisition du savoir, ainsi que comme l'instrument principal à la disposition des érudits pour diffuser les résultats de leurs recherches. L'étude se base sur une analyse minutieuse de la correspondance de savants suisses renommés dans l'Europe des Lumières, tels qu'Albrecht von Haller, Samuel-Auguste Tissot, avec une attention particulière portée sur un corpus documentaire secondaire, formé par la correspondance de deux interlocuteurs privilégiés de Haller et Tissot, les médecins et naturalistes Charles Bonnet (1720–1793) et Johann Georg Zimmermann (1728–1795). L'analyse que Nicoli propose se situe au croisement entre l'histoire des sciences, des savoirs et l'histoire du livre et de la lecture. Son travail s'inspire du *material turn* qui a marqué l'histoire culturelle des dernières décennies et prend en considération les différentes étapes entre lecture, écriture, mise en page et impression des imprimés scientifiques, en mettant en évidence les différents acteurs (outre les savants, les libraires-éditeurs, les agents littéraires, les copistes, les illustrateurs-graveurs). Cette recherche est particulièrement intéressante parce qu'elle utilise comme source principale la correspondance ou – mieux – la «symbiose biblio-épistolaire» (31) qui permet de suivre le parcours de production du livre à partir de l'auteur jusqu'au lecteur, un parcours qui n'est jamais ni facile, ni linéaire.

Le point du départ des réflexions de Nicoli est la considération de l'importance du développement des pratiques liées à la lecture, à l'écriture scientifique et à la préparation des manuscrits dans une époque qui a été définie par l'historien du livre Frédéric Barbier comme la «seconde révolution du livre» (39) après celle de Gutenberg. Un phénomène important lié à cette «révolution» est le développement d'un public alphabétisé et intéressé à des thèmes naturalistes, un public désormais capable d'influencer le succès d'un livre en dehors des cercles intellectuels «classiques». (42, 254) A l'intérieur de ce processus, il faut rappeler l'émergence d'un rôle nouveau attribué à l'auteur et la reconnaissance de la valeur de la production intellectuelle, comme en témoigne le «copyright act» anglais de 1709. A cette évo-

lution s'ajoute également «la montée en puissance de la fonction éditoriale». (43)

Le premier chapitre du livre analyse les stratégies des savants qui cherchent à s'orienter dans le déluge d'imprimés et d'informations, qui semble les submerger: organiser, regrouper et sélectionner le savoir devient un «enjeu philosophique» fondamental. (48) L'utilisation d'ouvrages de compilation, d'encyclopédies organisées de façon alphabétique, le développement de l'appareil critique (des index et des outils facilitant la recherche thématique), ainsi que le problème du fonctionnement des bibliothèques (qui n'étaient souvent pas à la hauteur de leur tâches, comme le rappelle Haller à propos de la Bibliothèque de Berne, mais aussi à propos de la Bibliothèque du Roi de Paris, 56) se trouvent au centre de l'attention de cette première partie du livre. Un autre problème fondamental est celui de la prise de notes et des stratégies élaborées par les savants pour comparer d'une façon critique leurs sources (par exemple la pratique du «croisement des sources» de Haller, 102).

Les autres quatre chapitres se concentrent sur les pratiques d'écriture (chapitre 2), la mise en forme du texte à partir du manuscrit et sa publication (chapitre 3), le rôle du savant-auteur (chapitre 4), ainsi que la question de la transformation des livres à travers des augmentations ou des versions abrégées, ainsi qu'à travers des traductions (chapitre 5).

Parmi les problèmes mis en évidence dans ces chapitres, je voudrais souligner l'importance du rôle des intermédiaires: le copiste par exemple, une profession souvent exercée comme activité secondaire, dont le rôle est fondamental. Faute d'alternative, les savants cherchent un soutien chez les membres de leur famille pour accomplir cette tâche. Un autre élément central pour le savant, une fois achevé le manuscrit, est la recherche d'un éditeur digne de confiance, ayant les moyens financiers et les capacités techniques pour achever la tâche qui lui est confiée. L'épopée des *Elementa physiologiae corporis humani* de Haller est un exemple très clair de la complexité des rapports entre éditeurs et auteurs à cette époque et la correspondance du savant bernois permet de saisir son inquiétude, son insatisfaction et son manque de confiance envers ses éditeurs. (170–187) La mise en texte du manuscrit, le rôle de l'ornementation et des images, un des enjeux centraux de l'histoire des imprimées scientifiques depuis la Renaissance, spécialement depuis la publication de l'ouvrage d'anatomie d'André Vésale (1514–1564), sont abordés dans le troisième chapitre.

Si, dans le quatrième chapitre, Nicoli se concentre sur la question de l'auctorialité et sur les pratiques savantes en tant que «gagne-pain», la dernière partie montre avec clarté les différents processus de «changement, d'hybridation et de métissage» auxquels est soumis l'imprimé scientifique au 18e siècle. Le livre est un objet qui ne cesse de changer à travers des augmentations, des versions abrégées, des traductions et reste un objet de dispute entre éditeurs et auteurs, comme le montre l'existence d'éditions non officielles et d'éditions pirates.

L'ouvrage présente en annexes les tableaux biographiques de Albrecht von Haller, Samuel-Auguste Tissot, Charles Bonnet et Johann Georg Zimmermann, une bibliographie et un index onomastique.

En conclusion, il s'agit sans aucun doute d'un livre agréable à lire et qui, à travers l'analyse des rapports entre pratiques de lecture, pratiques d'écriture et le problème de la production d'imprimés, ouvre une perspective intéressante d'approche «matérielle» à l'histoire intellectuelle et de la pensée scientifique du 18e siècle. L'ouvrage permet de saisir, par le biais de la correspondance, les plaisirs, les douleurs,

les difficultés de la recherche scientifique, ainsi que le rapport d'étroite dépendance entre les savants et les livres, un aspect qui rend l'époque des Lumières très similaire à la nôtre.

Simona Boscani Leoni (Berne)

Daniel Krämer
«Menschen grasten nun mit dem Vieh»
Die letzte grosse Hungerkrise der Schweiz 1816/17
Mit einer theoretischen und methodischen Einführung in die historische Hungerforschung

Schwabe, Basel 2015, 527 S., 39 Abb., Fr. 98.–

200 Jahre sind es her, seit der Vulkan Tambora auf der indonesischen Insel Sumbava mit enormer Gewalt ausbrach. Bei dieser Eruption vom 10. April 1815 verlor er mehr als 1000 Meter Höhe, und es entstand ein Krater von 6 Kilometer Durchmesser. Es war weltweit der grösste Vulkanausbruch der letzten 20'000 Jahre. Das ausgestossene Schwefeldioxid bildete in der Stratosphäre Aerosole, die mit Höhenwinden rund um den Globus verteilt wurden und das Klima der folgenden Jahre mitbestimmten. In der Schweiz schneite es 1816 fast jede Woche bis in die Täler. Das Getreide wollte nicht reifen, und im Herbst musste man die Kartoffeln unter dem Schnee hervorgraben. Es wurde ein «Jahr ohne Sommer» – mit schweren Folgen: Die Preise für Lebensmittel explodierten, und die Nachfrage nach anderen Gütern und Leistungen fiel zusammen. Die politischen Behörden reagierten über weite Strecken hilflos. In den Mittel- und Oberschichten wuchs die Angst vor Verarmung, und die Unterschichten, die sich schon in normalen Jahren kaum über Wasser halten konnten, gerieten in echte Not. Es kam – die Formulierung hat sich eingebürgert – zur «letzten grossen Hungerkrise der Schweiz».

Daniel Krämer widmet diesem Thema eine überaus detaillierte, aus einer Dissertation hervorgegangene Untersuchung. Sie zeugt vom Willen und von der Fähigkeit des Autors, das Phänomen von vielen Seiten her auszuleuchten und mit empirischer und konzeptioneller Grundlagenarbeit zu erschliessen. Er hat sich intensiv mit der Primär- und Sekundärliteratur befasst und in vielen Archiven spezielle Forschungen angestellt. Besonders auffällig ist die breite Auseinandersetzung mit theoretisch-methodischen Fragen, die Krämer schliesslich zu eigenen, grafisch umgesetzten Vorschlägen zur «konzeptionellen Struktur des Hungers» und zu «Eckpunkten der Verletzlichkeit» führen. (165, 206) Die Darstellung bedient sich verschiedener Sprachstile. Viele Kapitel haben einen distanzierten, deskriptiv-analytischen Charakter, während einige Abschnitte ganz erzählerisch gestaltet sind. Vom umfassenden Zugang ausgeklammert bleiben zwei Fragenkomplexe: die Wahrnehmung der Zeitgenossen und der Handlungsspielraum der Regierungen. In der ursprünglichen Konzeption waren sie enthalten, mussten dann aber aus arbeitsökonomischen Gründen entfallen. (94 f.)

Nach einer sehr ausführlichen Einleitung erörtert der Autor in zwei Kapiteln theoretische und methodische Fragen. Er lässt die Theoriegeschichte Revue passieren (von Thomas Malthus' *dismal science* bis zum *entitlement approach* von Amartya Sen und den politischen Ansätzen zu den «neuen Hungersnöten» des 20. Jahrhunderts) und befasst sich dann mit der Entwicklung der Historischen Klimatologie und Klimawirkungsforschung und der Modellierung der «Verletzlichkeit». Das vierte Kapitel resümiert die politische und wirtschaftliche Geschichte der Schweiz als Voraussetzung für das vertiefte Verständnis der krisenhaften Situation der nachnapole-

onischen Jahre. Diese Hungerkrise steht im Fokus der beiden letzten Kapitel vor dem Fazit. Als Indikatoren dienen die Witterungsbedingungen, die Preisentwicklung, der demografische Verlauf, die Kriminalität und die Körpergrösse der 15-jährigen Männer. Um die räumliche Verteilung der Krise zu erfassen bedient sich Krämer einer im Rahmen der eidgenössischen Bevölkerungszählung von 1860 durchgeführten Kohortenzählung. In ihr zeichnen sich die demografischen Einbussen der Krisenjahre ab. Damit ist man erstmals nicht mehr auf punktuelle Daten angewiesen, sondern kann aus systematisch erhobenen Indikatoren eine flächendeckende Bestandsaufnahme ableiten. Krämer präsentiert dazu zwei «Mangelernährungskarten» auf Bezirksebene. (388–417)

Ein Hauptresultat dieser vielseitigen und ertragreichen Untersuchung ist die Spannung zwischen dem ganz globalen Anlass der Krise und ihren äusserst regionalen und lokalen Folgen. Innerhalb von Europa waren die Schweiz und Österreich besonders betroffen, und innerhalb der Schweiz waren es vor allem die heimindustriellen Regionen in der Ostschweiz und die Weinbaugebiete, die unter der Tambora-Krise stark zu leiden hatten. Damit wiederholte sich in bestimmter Weise ein Muster, das man schon für die grosse Teuerungs- und Mortalitätskrise der frühen 1690er-Jahre festgestellt hat. (319, 437) Darüber hinaus kann Krämer aber eine wesentlich feinere Analyse der strukturellen Faktoren und Konfigurationen liefern, die zur dramatischen Lage von 1816/17 beitrugen. Es ist sicher, dass seine Arbeit einen zentralen Beitrag zur historischen Krisen- und Hungerforschung leistet.

Unter den Punkten, denen ich skeptisch gegenüberstehe, möchte ich zwei erwähnen: 1. Die theoretische und methodische Einführung ist sehr lang – vielleicht *zu lang* für die Anwendung auf die Krise 1816/17, aber auch *zu kurz* für eine eigentliche Theorie- und Diskursgeschichte. Daraus können vorschnelle und unzutreffende Verallgemeinerungen resultieren. Stimmt es, dass Malthus nach seinen Essays über die Bevölkerung die Debatten «rund 150 Jahre lang» beherrschte? (128) Korrekter dürfte die Feststellung sein, dass man es nicht wirklich weiss, und dass erste vertiefte Studien ein sehr situatives, länder- und periodenspezifisches Bild ergeben. Trifft es zu, dass Ester Boserup, die bekannte Gegenspielerin von Malthus, die Steigerung der «Bodenerträge pro Flächeneinheit und Arbeitsstunde» in bestimmten Regionen vernachlässigte? (128) Tatsache ist, dass sie in ihren Studien gerade die Scherenbewegung (und nicht die Parallelität) der Erträge pro Fläche und Arbeit betont, und damit ein Modell liefert, das für die *longue durée* der vormodernen Agrarentwicklung realistischer erscheint als ein einseitig krisenorientiertes, vor allem für kurzfristige Ereignisse geeignetes Modell. Auch wenn es unterdessen immer wieder Missernten gab: Zwischen den grossen Hungerkrisen des 17. und 19. Jahrhunderts gingen 125 Jahre ins Land, in denen die Bevölkerung der Schweiz um gut 40 Prozent wuchs.

2. Um die Voraussetzungen der 1816/17er-Krise räumlich genauer zu erfassen, hat Krämer eine «Karte der Ökozonen in der Schweiz um 1800» entworfen. (371) Sie geht aus von einer Karte von Christian Pfister für den Kanton Bern. Die Übertragung auf die Schweiz erfolgt durch eine computerbasierte Errechnung der durchschnittlichen Hangneigung aller Bezirke, die landesweite Abklärung der Weinbaugebiete und gewisse Extrapolationen. Daraus resultiert eine Karte mit vier Zonen: Kornland, Weinland, Wiesland, Alpine Zone. Wenn ich richtig zähle, ist dieser Entwurf die *achte* Agrarzonen-Karte, seit Hans Conrad Peyer 1975 und Markus Mattmüller 1984–1988 ihre Vorstellungen grafisch festhielten. Keine

dieser Karten ist gleich wie die andere. Am stärksten weichen sie bei der Einordnung des Juras und der inneren und südlichen Alpen voneinander ab. Gemeinsam ist den Karten jedoch der methodisch fragwürdige Versuch, komplexe Phänomene kartografisch genau zu fixieren. Richard Weiss hat dafür den Begriff «Phantomkarte» geprägt. Ich halte es für bemerkenswert, wie konsequent Daniel Krämer den verstreuten Weinbaugebieten in der Literatur nachspürt. Dass man die durchschnittliche Hangneigung als Agrarzone ausgibt, kann ich für die vormoderne alpine Landwirtschaft nicht nachvollziehen. Der Indikator zeigt uns vor allem, wo das Hochgebirge liegt. – Aber wie schon betont: Wer sich mit dem wichtigen Gebiet der Krisen- und Hungergeschichte befasst, findet in diesem Grundlagenwerk zahlreiche Informationen und Anregungen.

Jon Mathieu (Luzern)

Martin Stuber, Gerrendina Gerber-Visser, Marianne Derron (Hg.) **...wie zu Gotthelfs Zeiten?** Sonderausgabe der Berner Zeitschrift für Geschichte in Kooperation mit der Burgerbibliothek Bern

Hier + Jetzt, Baden 2014, 135 S., Fr. 39.–

Das grosse Interesse am Berner Pfarrer und Politiker Albert Bitzius, der als Schriftsteller unter dem Pseudonym Jeremias Gotthelf Bekanntheit erlangte, spiegelt sich in unzähligen Publikationen wider. Nicht zuletzt verschiedene Jubiläen trugen dazu bei, dass die Gotthelf-Literatur inzwischen kaum mehr zu überblicken ist. Im Rahmen eines an der Universität Bern angesiedelten Nationalfondsprojekts wird seit 2004 an einer historisch-kritischen Gesamtausgabe des Werks von Gotthelf gearbeitet. Geplant sind 67 Bände. Die Gotthelf-Bibliothek in der Berner Burgerbibliothek enthält 27,4 Laufmeter Texte, wie Annelies Hüssy im vorliegenden Band – der weitere 1,5 Zentimeter hinzufügt – festhält.

Die neuere Forschungsliteratur zu Gotthelf interessiert sich im Besonderen für die Bezüge zwischen dessen Texten und der historischen Figur Bitzius. Dieses Verhältnis von Person, Autor, Text und sozial-, kultur- und wirtschaftsgeschichtlichem Kontext will auch der von Martin Stuber, Gerrendina Gerber-Visser und Marianne Derron herausgegebene Sammelband ausloten. Der Herausgeber und die Herausgeberinnen erörtern in der Einleitung die «Tendenz, Gotthelfs literarisches Werk als Beleg für eine historische Wirklichkeit zu verwenden», die «eine lange Geschichte» habe. (7) Man könnte hier insbesondere auf die Schulgeschichte verweisen, die im vorliegenden Band ebenfalls behandelt wird, in welcher Gotthelfs Schulmeisterbeschreibung, in Verbindung mit der entsprechenden Illustration von Albert Anker in der «Prachtausgabe» von 1894–1900, das Bild der «vormodernen» Landschule nachhaltig geprägt hat. Stuber, Gerber-Visser und Derron verweisen in diesem Zusammenhang auch darauf, dass selbst Literaturwissenschaftler «nicht davor gefeit [sind], in die Falle zu tappen, den Erzähler mit dem historisch verankerten Autor zu verwechseln». (7) Gotthelfs umfangreiches Textkorpus gehöre gerade in der bernischen Geschichte zum unverzichtbaren Quellenbestand und auch in der Volkskunde des Kantons Bern seien seine Schriften immer wieder an zentraler Stelle herangezogen worden. Die «bisweilen naive Verwendung von Gotthelfs Texten als historische Quelle» (11) bildete denn auch den Ausgangspunkt für die vorliegende Publikation. Der Band vereint Beiträge aus der Germanistik, der Geschichte, der Volkskunde und der Bauernhausforschung. Er beinhaltet drei

Themengruppen à je drei Beiträgen, die von einer Einleitung und zwei weiteren Artikeln gerahmt sind.

Die erste Themengruppe verortet über verschiedene Zugänge Gotthelf in «seiner» Landschaft, dem Emmental. Hans-Peter Treichler war historischer Berater für die Vorabendserie *Leben wie zu Gotthelfs Zeiten,* die das Schweizer Fernsehen 2004 mit grossem Erfolg produzierte. Er schildert aus erster Hand die Überlegungen und das Geschehen rund um die inszenierte Zeitreise einer fünfköpfigen Familie in die Mitte des 19. Jahrhunderts, die das Emmentaler Bauernhaus «Sahlenweidli» «zum Inbegriff eines idyllischen ländlichen Réduits» machte. (17) Mit dem «Label» Gotthelf befasst sich auch der Beitrag von Norbert D. Wernicke. Dieser zeigt auf, wie der Schriftsteller im Emmental als Verkaufsargument eingesetzt wird: Restaurants, Abenteuerferien, Lebensmittel und Handwerkserzeugnisse werden mit Gotthelf verbunden und beworben. Heinrich C. Affolter widmet sich in seinem Beitrag den für das Emmental typischen Vorratsgebäuden (Speicher und Stöckli), die in Gotthelfs Texten oft vorkommen. Die zweite Themengruppe wendet sich zwei «klassischen Gotthelfthemen» (11) zu: der Religion und der Erziehung. Barbara Mahlmann-Bauer untersucht Gotthelfs/Bitzius' Rhetorik in seinen Darstellungen der Hölle und des Letzten Gerichts. Denise Wittwer Hesse befasst sich mit der familiären Erziehung in Gotthelfs Texten einerseits und Bitzius' Erziehungspraxis als Vater andererseits. Markus Hofer zeigt auf, wie sich Bitzius in seinen Funktionen als Schulkommissär, Schulkommissionsmitglied und Pfarrer für Schulreformen einsetzte. Die dritte Themengruppe trägt den Titel «Gotthelf als Sozialkritiker». (12) Roland Reichen geht ausgehend von den *Uli*-Romanen der Frage nach, ob der geschilderte soziale Aufstieg für einen Knecht in der Mitte des 19. Jahrhunderts tatsächlich denkbar war. Lukas Künzler prüft in seinem Beitrag, inwiefern die These, dass es sich bei Gotthelfs Schrift *Die Armennoth* (1840) «gewissermassen um das konservative Gegenstück zum *Kommunistischen Manifest* (1848) handle, angesichts neuerer Forschungen aufrecht erhalten werden kann». (96) Ruedi Graf analysiert Gotthelfs/Bitzius' Republikanismus und dessen Rezeption, wobei er nicht nur historische Bezüge herstellt, sondern Bitzius' Vorstellungen auch mit denjenigen eines heutigen Politikers vergleicht. Den Abschluss bilden ein Beitrag von Annelies Hüssy zum Gotthelf-Nachlass in der Burgerbibliothek Bern und ein «Fundstück» (13) von Franzisca Pilgram-Frühauf. Bei Letzterem handelt es sich um einen bislang unbekannten Brief Gotthelfs an seinen Freund Abraham Emanuel Fröhlich, den Herausgeber des Almanachs *Alpenrosen.*

Dieser Überblick zeigt, dass die versammelten Artikel ein facettenreiches und breites Themenspektrum abdecken, welches sich zeitlich vom beginnenden 19. Jahrhundert bis in die Gegenwart erstreckt. Auffallend oft kommen dabei die Themen Armut und Bildung vor, zwei sozialpolitische Felder also, mit welchen sich Bitzius/Gotthelf als Pfarrer, Schriftsteller, Bildungs- und Sozialreformer eingehend beschäftigte und die auch schon seit Längerem Gegenstand einer sozial-, wirtschafts- und bildungshistorisch orientierten Gotthelf-Forschung sind. Andere im Band behandelte Themen sind weniger bekannt, aber deswegen nicht weniger interessant. Stellvertretend sei hier der Beitrag von Mahlmann-Bauer über Gotthelfs/Bitzius' Höllen- und Endzeitvorstellungen erwähnt.

Der Sammelband will nach Bezügen zwischen den Texten Gotthelfs und der historischen Figur Bitzius suchen (und diese im Kontext der Zeit analysieren). Dazu stützen sich die Autorinnen und Autoren

neben den literarischen Texten von Gotthelf (auf welche im Literaturverzeichnis zwar platzsparend, aber leider oft auch wenig informativ unter dem Kürzel SW – Sämtliche Werke – verwiesen wird) auf Bitzius' Predigten, Reden, Briefe, Manuskripte et cetera. Dass es auch in der vorliegenden Publikation nicht immer gelingt, zwischen Gotthelf und Bitzius zu unterscheiden und die beiden Namen ab und an synonym verwendet werden, verdeutlicht, wie schwierig dieses Unterfangen ist.

In der heutigen Wahrnehmung ist Gotthelf untrennbar mit den Emmental verbunden und das Emmental mit ihm. Dies bedeutet gleichzeitig, dass der geografische Horizont der Gotthelf-Forschung nur gelegentlich über Lützelflüh und Umgebung hinausreicht. Dabei könnte gerade eine geografische Ausweitung des Forschungsinteresses sehr ergiebig sein. Gotthelf wurde in Deutschland viel gelesen, was im vorliegenden Band nur beiläufig erwähnt wird, und der von Graf angestellte Versuch eines Vergleichs zwischen Gotthelfs Republikanismus und den Vorstellungen, wie sie in den *Federalist Papers* der US-Gründerväter zum Ausdruck kommen, ist reizvoll, allerdings ist es in der sehr gedrängten Form eines kurzen Abschnitts in einem Sammelbandbeitrag kaum möglich, dieser Thematik befriedigend gerecht zu werden.

Auffallend ist schliesslich auch der starke Gegenwartsbezug, der den Sammelband durchzieht. Es sind nicht nur Gotthelfs, sondern auch unsere Zeiten, die wir durch dieses Buch besser verstehen lernen.

Lukas Boser (Lausanne),
Michèle Hofmann (Solothurn)

Marc Gigase, Cédric Humair, Laurent Tissot (éd.)
Le tourisme comme facteur de transformations économiques, techniques et sociales (XIXe–XXe siècles)
Editions Alphil – Presses universitaires suisses, Neuchâtel, 2014, 353 p., fr. 44.–

Cédric Humair, Marc Gigase, Julie Lapointe Guigoz, Stefano Sulmoni
Système touristique et culture technique dans l'Arc lémanique
Analyse d'une success story et de ses effets sur l'économie régionale (1852–1914)
Editions Alphil – Presses universitaires suisses, Neuchâtel 2014, 476 p., fr. 44.–

Derrière ces deux titres se cachent deux sommes d'une extraordinaire richesse sur l'impact du tourisme au cours des 19e et 20e siècles. Fruit d'un colloque international organisé à Lausanne en novembre 2011, le premier ouvrage propose une description éclatée, mais très éclairante, de l'impact du secteur touristique dans diverses configurations géographiques (Grenoble, Naples, Bretagne, Vercors, Saint Jacques de Compostelle, New York, Salzkammergut, Paris, Evian-les-Bains, Arc lémanique). Ces communications permettent de prendre conscience de la dynamique de transformations sociales et économiques initiée par les acteurs du secteur touristique. La palette des pratiques décrites dans les 17 contributions réunies dans le présent volume démontre l'extraordinaire diversité des comportements touristiques. Ce secteur économique ne se résume pas à la seule exploitation des atouts naturels d'une région (paysages, climat, ressources), mais il combine la collaboration des élites locales, la mobilisation de capitaux et l'émergence de nouvelles pratiques culturelles (divertis-

sements, santé, sports et loisirs). Au-delà de l'image romantique, véhiculée dans la littérature de voyage et les guides touristiques, de l'aristocrate anglais réalisant son «Grand tour» la réalité économique et financière du tourisme renvoie à un secteur d'activité fortement capitalisé, moderne et très novateur.

Basée sur une vaste base de données réalisée dans le cadre d'un projet FNS, le second ouvrage propose une analyse complexe de la nouvelle «industrie des étrangers» qui joue un rôle majeur dans la prospérité de la région lémanique. L'évaluation quantitative (chapitre I) de la demande et de l'offre touristiques débouche sur une analyse des acteurs (chapitre II), puis des réseaux financiers, techniques et politiques du «système touristique» (chapitre III). L'interaction entre tourisme et modernisation technique occupe les trois chapitres suivants, avant d'évaluer les «effets d'entraînement du tourisme sur l'économie lémanique» (chapitre VII). Depuis le développement des infrastructures hôtelières, de transports et de l'offre de divertissements jusqu'aux effets culturels et politiques dans le développement de la région, cette recherche remet en question la description anecdotique du secteur touristique comme un épiphénomène de la société industrielle. Le développement du tourisme prend ainsi une épaisseur que les précédentes études historiques ne permettaient pas de percevoir.

Le cas de l'Arc lémanique est en effet exemplaire. Entre 1850 et 1914, le tourisme romantique de l'Arc lémanique se diversifie avec des offres médicales et sanitaires, puis avec les usages des sports d'hiver. La forte croissance du secteur a des effets d'entraînement dans l'agriculture, l'artisanat, la construction et l'industrie, ainsi que dans les activités de services telles que le commerce, la banque et le secteur médical. Véritable moteur de transformations sociales, la *success story* du tourisme lémanique combine de nombreux facteurs spécifiques.

L'arrivée du chemin de fer dans les années 1850 permet au tourisme lémanique de changer d'échelle. Le nombre d'hôtels quadruple jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale. Modernisées au cours de la Belle Epoque, les infrastructures accroissent l'offre touristique qui stimule en retour l'introduction de nouvelles technologies (ascenseur, toilettes, salle de bain, électricité, évacuation des eaux usées, et cetera). La vitesse de ces transferts de technologie est véritablement stupéfiante. En 1867, alors que le premier ascenseur à traction hydraulique est présenté à l'Exposition universelle de Paris, le Grand Hôtel de Vevey en installe un au cours de la même année. De même, les techniques du funiculaire et de la crémaillère développées après 1875 sont rapidement installées dans l'Arc lémanique et permettent d'accéder à des espaces en altitude. La combinaison des chemins de fer de montagne et des hôtels alimente une dynamique ascendante qui conduit le tourisme lémanique à déborder sur les Alpes vaudoises (Villars, Leysin), le Valais (Zermatt, Sierre, Montana, Champéry) et l'arc jurassien (Saint-Cergue, Les Rasses). En 1906, le percement du Simplon permet à la région de s'approprier une part croissante du tourisme de passage sur l'axe nord-sud de l'Europe. L'arrivée des touristes profite en particulier à l'industrie du luxe (chocolat, cigares, horlogerie, bijouterie, parfumerie, et cetera). En 1913, la consommation des touristes entre Genève et Montreux s'élève à 40 millions de francs, soit l'équivalent du salaire de 18'000 ouvriers qualifiés alors que la population de la région s'élève à moins de 150'000 habitants. Cet afflux de capitaux stimule la gestion de fortune, créneau occupé jusqu'à nos jours par les banques privées. Au niveau industriel, le secteur des machines et l'électrotechnique bénéficient de la modernisation continue

des hôtels et des transports. Stimulés par cette demande touristique, les réseaux d'eau, d'énergie et de communication se développent en direction des hôtels et des pensions qui hébergent une riche clientèle. Durant la période 1890–1914, le tourisme assume un rôle de *leading sector* de l'économie lémanique. Le déclenchement de la Première Guerre mondiale mettra fin temporairement à ce développement touristique prometteur.

Des oppositions au développement touristique apparaissent à la fin du 19e siècle en parallèle notamment à l'émergence d'une nouvelle droite conservatrice. Instrumentalisant certaines catastrophes, comme le raz de marée consécutif à l'effondrement du réservoir d'eau de Sonzier à Montreux le 6 novembre 1888 ou l'explosion meurtrière du navire *Le Mont-Blanc* le 9 juillet 1892 à Ouchy (26 victimes), les résistances politiques se multiplient. La naissance du *Heimatschutz* (Ligue pour la conservation de la Suisse pittoresque) en 1905 vient fédérer le rejet du cosmopolitisme et la croisade conservatrice contre l'architecture grandiloquente de la Belle Epoque. La campagne pétitionnaire contre la construction d'une ligne ferroviaire au Cervin en 1906 fait ainsi l'objet d'une étude attentive.

Si les deux ouvrages mettent à jour la complexité des réseaux du «système touristique», le choix de cette voie économique au détriment d'alternatives, notamment industrielles, n'est pas problématisé. En l'absence d'une bourgeoisie industrielle dans l'est lémanique, le tourisme sanitaire ou le développement du secteur tertiaire à destination d'une riche clientèle étrangère font espérer aux autorités locales un développement économique sans conflits sociaux et avec un faible accroissement du prolétariat urbain. Or, cette hypothèse n'est pas clairement examinée lors de l'analyse des débats politiques sur le tourisme. Sur le plan strictement économique, l'étude des taux de profits réalisés par diverses entreprises est extrêmement intéressante, mais l'accumulation du capital dans le domaine touristique ne fait pas l'objet d'une estimation d'ensemble et le poids global du tourisme reste difficile à apprécier en comparaison d'autres secteurs économiques en Suisse ou ailleurs en Europe. La construction thématique entraîne certaines redondances et plusieurs analyses très pertinentes sont disséminées entre plusieurs chapitres. Cet écueil est néanmoins facile à contourner grâce aux index mis à disposition. L'abondance des matériaux réunis dans ces deux ouvrages compensent amplement ces quelques difficultés de lecture.

Dominique Dirlewanger (Lausanne)

Jakob Tanner, Brigitta Bernet (Hg.)
Ausser Betrieb
Metamorphosen der Arbeit in der Schweiz

Limmat Verlag, Zürich 2015, 344 S., Fr. 48.–

Seit den 1980er-Jahren wird in den Sozialwissenschaften über die Erosion des Normalarbeitsverhältnisses debattiert. An die Stelle des unbefristeten, sozialversicherungspflichtigen Vollzeit-Arbeitsverhältnisses (Normalarbeit) würden zunehmend atypische Beschäftigungsverhältnisse wie Teilzeit-, Leiharbeit, Scheinselbstständigkeit und Praktika treten. Auch in der neueren Sozialgeschichte, die den Arbeitsbegriff weiter fasst und um eine globale Perspektive erweitert, wird der Begriff der Normalarbeit problematisiert und historisiert. Die im Betrieb zentralisierte Normalarbeit erscheint in der *longue durée* eher als Ausnahme denn als Regelfall und aus globaler Perspektive ist eher das atypische Arbeitsverhältnis der Normalfall. Zudem war die durch Industrialisierung und Fordismus entstandene Normalarbeit ein auf den männlichen Ernährer ausge-

richteter kultureller Identifikationspunkt. Insofern wird, wie die beiden Herausgeber Brigitta Bernet und Jakob Tanner in ihrer hervorragend in das Thema einführenden Einleitung betonen, das am Betrieb orientierte Konzept von Normalarbeit selbst erklärungsbedürftig. Ausser Betrieb, der Titel des Buchs, bedeute daher, eine Dezentralisierung des Arbeitsbegriffs vorzunehmen und die Konzepte von Arbeit in ihrer Wandelbarkeit und Historizität zu verstehen.

Die 15 im Buch versammelten Beiträge sollen die Geschichte der Arbeit am Beispiel der Schweiz im 20. Jahrhundert aus verschiedenen historischen Perspektiven erweitern. Sodann sind die Beiträge in drei thematische Teile gegliedert. Im ersten Teil steht die Kodifizierung der Normalarbeit im Zentrum, insbesondere die Rolle des Sozialstaats, der diese Kodifizierungen nicht nur abbildete sondern auch mitproduzierte. Die Arbeitslosenversicherung spielte beispielsweise eine zentrale Rolle bei der Engführung der Arbeit auf männliche Lohnarbeit, geriet jedoch im Verlauf des 20. Jahrhunderts unter politischen und ökonomischen Veränderungsdruck. Am Beispiel des «Pensionierungsschocks» wiederum wird deutlich, wie eine sozialstaatliche Errungenschaft am Beispiel der Einführung der AHV zu neuen Herausforderungen führte. Überzeugend gelingt es den meisten Autorinnen und Autoren, den programmatischen Blickwechsel ausserhalb des Betriebs vorzunehmen und die Geschichte des Arbeitsbegriffs zu historisieren und zu erweitern. Besonders geglückt ist dieser Anspruch im zweiten Teil. Dort werden dem Konzept der Normalarbeit die vielfältigen Arbeitsformen gegenübergestellt, welche neben der kulturellen Leitfigur der Normalarbeit existierten. Ausserhalb des Betriebs steht beispielsweise die Hausarbeit, welche vornehmlich von Frauen erledigt wird. Die feministischen Bewegungen der 1970er-Jahre stellten die im Betrieb organisierte Normalarbeit fundamental infrage, als sie begannen einen Lohn für ihre Arbeit einzufordern. Die Basler Historikerin Simona Isler richtet ihren Blick auf die Entwicklungsgeschichte dieser Forderung und zeigt auf, wie sich die Beurteilung der Hausarbeit innerhalb der feministischen Kreise änderte. Sehr anschaulich legt sie dar, wie die Vertreterinnen eines «Haushaltslohns» ihre Forderungen mit einer dezidierten Kapitalismuskritik verbanden. Hausarbeit, so postulierten sie, sei eine Grundbedingung des Kapitalismus, da sie die Ware «Arbeitskraft» zur Verfügung stelle, weshalb sie entschädigt werden müsse. Mittels Lohn könnten die Frauen überhaupt erst in die sozioökonomische Lage versetzt werden, politische Forderungen nach Gleichberechtigung durchzusetzen, so die strategische Überlegung. Dagegen regte sich in den 1970er-Jahren Kritik. Dieser Lohn würde die Frauen nicht befreien, sondern weiter an den Herd ketten. Ziel dieser Kreise war es, die Frau aus dem Haushalt zu befreien und ihnen die Erwerbsarbeit analog dem Modell der Normalarbeit zu ermöglichen. Sie forderten die bessere Aufteilung der Hausarbeit zwischen den Geschlechtern und die Schaffung einer öffentlichen Betreuungsinfrastruktur wie beispielsweise Krippen. Auch der Beitrag der Zürcher Historikerin Gioia dal Molin zeigt gelungen, wie Akteure versuchten, ihre Arbeit nach 1968 als Normalarbeit zu positionieren. Am Beispiel der zürcherischen Produzentengalerie Produga zeigt sie den Versuch von Künstlerinnen und Künstlern, ihr Schaffen in positiver Bezugnahme zur betrieblichen Normalarbeit zu kodifizieren. Das hatte politische Gründe; die kapitalistischen Produktionsverhältnisse wären auch beim Kunstschaffen anzutreffen, weshalb zwischen den Arbeitern und den Künstlern eine Solidarität geschaffen werden könne. Erhellend ist dabei der Wandel

des künstlerischen Selbstverständnisses seit den 1970er-Jahren, den die Autorin mit einer zunehmenden Ökonomisierung des künstlerischen Felds in Verbindung bringt. Insbesondere der sich entfaltende Markt für zeitgenössische Kunst und das wachsende Interesse an der zeitgenössischen Kunst als Konsumgut hätten sich auch im künstlerischen Arbeitsverständnis niedergeschlagen. Relevanz und Sichtbarkeit sowie Dematerialisation und Prozesshaftigkeit seien wichtigere Kriterien geworden als ein politisch-ästhetisches Projekt. Stattdessen sei die als postfordistisch wahrgenommene Arbeitsorganisation des künstlerischen Schaffens in den Fokus der (post)modernen Betriebe gerückt. Sie dienten diesen Unternehmen als Orientierungspunkte, wie man Arbeit organisieren könne.

Eher konventionell ist der dritte Teil. Dies zeigt sich insbesondere bei den Beiträgen über die Gewerkschaften, wo mit Ausnahme des Beitrags von Christian Koller beispielsweise eine kritische Auseinandersetzung mit der gewerkschaftlichen Rolle bei der Kodifizierung der Normalarbeit fehlt. Die Schlussbetrachtungen des Amsterdamer Sozialhistorikers Marcel van der Linden zeichnen dabei ein Dreieck von Arbeit, Antiarbeit und Nichtarbeit auf, dessen Grenzen flüssig sind und sich verändern können. In einer weltweit vernetzten Ökonomie, in der die Warenketten global sind, müsse auch die sozialhistorische Arbeitsforschung beginnen, global zu denken. Er zeigt sodann Forschungsperspektiven auf, die im Wegkommen vom traditionellen Arbeitsbegriff, als der an einen Betrieb gebundenen Lohn- oder Normalarbeit, liegen. Der globale Blick öffne deshalb der Erkenntnis die Tore, dass die atypischen Beschäftigungsverhältnisse in einem globalen Kapitalismus normal seien. Das Buch füllt mit seinem Unterfangen, aktuelle sozialhistorische Ansätze der Geschichte der Arbeit in der Schweiz zu sichten, eine Lücke. Die Stärke des Buchs liegt darin, aktuelle historiografische Konzepte für die Sozialgeschichte der Arbeit in der Schweiz einem breiten Publikum zugänglich zu machen. Die facettenreichen Beiträge erlauben, die Metamorphose der Arbeit in ihrer vielfältigen Erscheinungen darzustellen. Die in der Einleitung formulierten und überraschenden Verknüpfungen zwischen Wirtschafts-, Unternehmens- und Sozialgeschichte evozieren interessante zukünftige Forschungsfragen an die Sozialgeschichte der Arbeit: Wie hängt die befürchtete Erosion des Normalarbeitsverhältnisses mit dem in der jüngeren Unternehmens- und Wirtschaftsgeschichte aufkommenden Konzept der Finanzialisierung zusammen? Und in welchen Wissens- und Organisationsformen werden sogenannt atypische Arbeitsverhältnisse verhandelt?

Luca Froelicher (Zürich)

Andreas Rieger, Pascal Pfister, Vania Alleva
Verkannte Arbeit
Dienstleistungsangestellte in der Schweiz
Rotpunktverlag, Zürich 2012, 175 S., Fr. 28.–

Unia (Hg.)
Gewerkschaft in Bewegung
10 Jahre Unia
Rotpunktverlag, Zürich 2014, 142 S., Fr. 32.–

Weit zurück liegt inzwischen der kurze Zeitabschnitt, während dem sozialgeschichtliche Untersuchungen zu Angestellten, Tertiarisierung und Gewerkschaften *en vogue* waren. Schon in den 1980er-Jahren verlor sich das Interesse wieder. In Soziologie und Politologie lebt es teilweise noch, wie den Literaturverweisen der beiden hier vorgestellten Publikationen zu entnehmen ist. Beide Bücher entstammen

der Gewerkschaftsbewegung, genauer: der grössten Einzelgewerkschaft der Schweiz, der im Jahr 2004 aus einer Fusion entstehenden Unia. Der kleine Rückblick auf die ersten Schritte dieser Gewerkschaft, die Industrie, Gewerbe und Dienstleistungen vereinigt, dokumentiert den grössten Umbruch in der schweizerischen Gewerkschaftsbewegung, seitdem die Verbandslandschaft um 1930 feste Konturen gewonnen hatte. Allein die Existenz der Bücher, die auch einen verstärkten Bedarf nach Ortsbestimmung und Selbstreflexion anzeigen, zeugt von der Revitalisierung einer zuvor über weite Strecken erstarrten Organisationsstruktur. Den Anstoss gab ein massiv beschleunigter sozialer Wandel, zunächst infolge der Krise Mitte der 1970er-Jahre, noch nachhaltiger werdend in den wachstumsschwachen 1990 Jahren. Der Band über die Dienstleistungsangestellten diskutiert diesen Vorgang, der mit starken Beschäftigungseinbrüchen in der Industrie einherging. Die Mehrheit der abhängig Beschäftigten in der Schweiz sind seither in den «Dienstleistungen» tätig, ein ebenso umfassender wie vager Begriff. Man erhält hier knappe Überblicke, wie sich dieses Feld strukturiert. Das Interesse richtet sich auf jene Gruppen, die aus gewerkschaftlicher Sicht besonders interessant sind: die enorme Zahl der Beschäftigten in Verkauf, Gastgewerbe, Transport, Sicherheit, Gesundheit und die neuerdings zahlenmässig kräftig zunehmenden Hausangestellten, Gruppen, die allesamt mehrheitlich niedrige Löhne beziehen und geringes Sozialprestige geniessen, aber nur schwach organisiert sind zur Verteidigung ihrer materiellen Interessen. Der Schritt zur grossen Gewerkschaftsfusion war wesentlich motiviert aus der Einsicht, dass es einen gemeinsamen Effort brauchte, um diese lang vernachlässigten «Gewerkschaftswüsten» zu erschliessen. Die Gewerkschaften der Schweiz liegen im internationalen Vergleich deutlich zurück in der Erfassung der «Dienstleistungen». Die Autoren lassen keinen Zweifel daran, dass es einen langen Atem brauchen wird, einen über Jahrzehnte sich erstreckenden Einsatz, bis dieser Rückstand aufgeholt ist. Der Weg ist zwingend, wollen die Gewerkschaften nicht marginalisiert werden in einer immer mehr globalen Kräften gehorchenden Wirtschaft.

Die beiden Bände dokumentieren einen relativen Erfolg dieser Selbstaktivierung: die Unia konnte den Mitgliederbestand, der lange Zeit von Überalterung und Verlusten gezeichnet war, stabilisieren und leicht ausbauen. Dies verbindet sich mit einer grossen internen Gewichtsverlagerung: die Gewerkschaft wird weiblicher, auch auf der Ebene der Funktionäre, denn in den Dienstleistungsbranchen dominieren über weite Strecken die Frauen. Ein Viertel der Unia-Mitglieder, rund 50'000, sind heute in den Dienstleistungen tätig. Auch die wiedergewonnene gewerkschaftliche Konfliktfähigkeit verzeichnet seit 2005 eine wachsende Beteiligung der Dienstleistungen – und der Frauen. Dies alles wird in den beiden Bänden sehr informativ dargestellt, mit einer Fülle aufschlussreicher Daten und Grafiken, in einer vorbildlich klaren, auf allen sozialwissenschaftlichen Jargon verzichtenden Sprache, knapp, aber keineswegs undifferenziert, wenn auch selbstverständlich aus gewerkschaftlicher Perspektive. Für den Rezensenten ist dies ein besonderes Vergnügen, da er selbst Mitte der 1980er-Jahre an einer Untersuchung über die Angestellten in der Schweiz beteiligt war (mit Hannes Siegrist und Rudolf Vetterli, *Warten und Aufrücken. Die Angestellten in der Schweiz 1870–1950,* Zürich 1985), deren Schlusspartie die ersten Anzeichen der Bewegung in einer festgefügten, ja erstarrten, Verbandslandschaft diskutierte. Inzwischen hat diese Bewegung an Schwung gewonnen, das Zeitalter des in der Schweiz ideologisch stark überhöhten «Arbeitsfrie-

dens» ist beendet. Es sieht sehr danach aus, dass sich die Gewerkschaften entgegen der damaligen Prognose – dass sich nämlich die traditionellen Berufsverbände anpassen oder organisatorische Neubildungen entstehen würden – nun doch auf diesem Gebiet behaupten. Sollte dies nachhaltig der Fall sein, wären längerfristig auch politische Folgen denkbar. Ebenso denkbar ist aber auch, dass eine überwältigende Mehrheit dieser «neuen Arbeitnehmer», die zumeist Arbeitnehmerinnen sind, unorganisiert bleibt.

Mario König (Basel)

Anna-Maria Götz
Die Trauernde
Weibliche Grabplastik und bürgerliche Trauer um 1900

Böhlau, Köln 2013, 418 S., Fr. 59.90

Die «Trauernde» war an der Wende zum 20. Jahrhundert das häufigste Motiv bürgerlicher Grabmalkultur in Europa. Wie die Hamburger Historikerin Anna-Maria Götz in ihrer Dissertation aufzeigt, handelt es sich bei der Entwicklung dieser weiblichen Grabplastik im 19. Jahrhundert um ein transnationales Phänomen, das auf die Verbindung zeitgenössischer Gefühlswelten und Geschlechterideale verweist.

Die kulturwissenschaftliche Untersuchung basiert auf einem diskursgeschichtlichen Ansatz, der die Themen und Motive in Bezug auf ihren zeitspezifischen Kontext hin analysiert. Götz bedient sich dabei des Begriffs des «Schlagbilds», der Verbindung von *picture* und *image* – von Bild als Materialität und als Vorstellung. Evozierten Bilder des Todes vom ausgehenden Mittelalter bis zum Barock die Angst vor dem Jenseits, wirkt das Schlagbild bürgerlicher Erinnerungskultur als Zeichen des Beständigen, das über die eigene Endlichkeit hinausweist und gleichzeitig im Diesseits verankert bleibt, da es die individuelle Leistung und das Ansehen der Familie zelebriert. Da Götz über die Grabmäler hinaus vielfältige Quellenmaterialien einbezieht, gelingt ihr eine erkenntnisreiche Verortung des Wandels der Grabplastiken.

Auf dem Hintergrund der Entkoppelung von Kirche und Begräbnis führten Bevölkerungswachstum, Urbanisierung und wissenschaftlich fundierte Hygieneanforderungen zur Professionalisierung des Bestattungswesens und Errichtung zentraler, in der Regel kommunal verwalteter Friedhofsanlagen am Rande der Städte. In diesen Anlagen inszenierte das finanzstarke Bürgertum die Grabstätte als privates Denkmal. So wandelte sich das im Grunde egalitäre Prinzip, dass jeder ein Recht auf individuelle Bestattung hat, durch die Lage und Gestaltung einzelner Grabstätte ins Elitäre. Es ging um Wahrnehmbarkeit durch Materialien, Monumentalität und Blickführung. Der Bezugsrahmen der Untersuchung ist daher auch ein dreifacher: Friedhöfe, Bildschöpfungen und Mentalitäten, die Götz in einem je eigenen Kapitel abhandelt. Sie bezieht sich dabei jeweils auf unterschiedliche Ansätze.

Der Friedhof als Raum avancierte im 19. Jahrhundert zur öffentlichen Kulisse einer repräsentativen Trauerkultur. Vorbildfunktion kam dem um 1800 errichteten Friedhof Père Lachaise in Paris zu. In diesem ersten landschaftlich gestalteten Friedhof Europas wurden im Lauf der Jahrzehnte sukzessive Grabmäler und Gebeine Prominenter überführt. Wie in später eröffneten Anlagen erfüllten die weiblichen Figuren nur symbolische Funktionen: Sie dienten der Huldigung konkreter männlicher Leistungen.

Der Hamburger Parkfriedhof Ohlsdorf war als Ort für die Lebenden und Toten, des Promenierens und Repräsentierens konzipiert. Im neuen Zentralfriedhof Wien von 1874 diente das Leichenbegräbnis –

die «schöne Leich» – der möglichst grandiosen Inszenierung des Ablebens im Rahmen monumentaler Anlagen und Alleen, während der Waldfriedhof von Berlin trotz seiner einfachen und sachlichen Gestaltung die soziale Distinktion durch die in den Wald hineinkomponierten Grabmäler betonte. Im Friedhof Sihlfeld in Zürich dominierten bald die Grabskulpturen aus der Werkstatt der Familie Wethli, serielle kostengünstige Fertigungen ebenso wie exklusive Monumentalarbeiten. Solche prägten den Cimitero di Staglieno von Genua. In der als «Stadt der Toten» konzipierten Anlage war mit grandiosen und pathetischen Grabmälern in weissem Marmor dem eigenen Lebenswerk und/oder dem Andenken der Familie ein öffentliches Monument mit theatralischer Wirkung gesetzt. Im bayrischen Waldfriedhof Traunstein zeigt sich das Phänomen der «Trauernden» an exponierten Orten als Marien-, Pietà- oder Engelfiguren.

Zur ikonografischen Einordnung dieser Bildschöpfungen stützt sich Götz unter anderem auf Aby Warburgs Ansatz zur Ikonologie. Sie analysiert Themen und Motive der Grabstätten als Ausdruck ihrer Zeit, versteht die Mimik, Körperhaltung und Bewegungen der Figuren als Pathosformeln, die an geschlechtlich organisierte Rollenmodelle gekoppelt sind und epochenspezifische Ideale von Männlichkeit und Weiblichkeit repräsentieren. So erweist sich die Entwicklung der Figur der «Trauernden» als ikonografisch äusserst vielschichtig. Die ursprünglich männlichen Todesgenien Hypnos (Schlaf) und Thanatos (Tod) werden im Lauf des 19. Jahrhunderts immer weiter variiert und verweiblicht. Im geflügelten Jungen verbinden sich Eros und Thanatos. Christlich umgedeutet weist er als Engel den Weg ins Jenseits, der seinerseits in der Figur der Nike mit ausgebreiteten Flügeln den Tod besiegt. Im Bild der Schutzmadonna wandeln sich die Flügel zu ausgebreiteten Armen, in denen die Menschen Trost finden. Als tröstende Mutter wirkt die «Trauernde» zugleich als Schlagbild von Geburt/Wiedergeburt beziehungsweise von Fruchtbarkeit.

Das emotionalisierte Motiv der «Trauernden» entwickelte sich in deren Haltung und Gestik aus der seit der Renaissance verbreiteten Figur der Mansuetudo und der Temperantia. Während Erstere den Verlust sitzend und in sich versunken passiv betrauert, zeigt Temperantia ihren Schmerz in affektgeladener Haltung. Der gesenkte Blick der Mansuetudo entsprach mehr dem bürgerlichen Geschlechterideal von Weiblichkeit, die im sittsamen Umgang mit heftigen Gefühlen diese zu bezwingen vermag. So wirkt auch die entblösste Schulter in diesem Kontext nicht unsittlich, sondern reiht sich ein in das Repertoire von Pathosformeln der Trauer. So kombinieren und überlagern sich in der «Trauernden» unterschiedliche Ideen- und Vorstellungswelten. Als Amalgam dienen sie in der bürgerlichen Erinnerungskultur gleichermassen der Besänftigung der Angst vor dem Tod, der Ästhetisierung des Schmerzes und der Kultivierung des Andenkens.

Götz versteht die weiblichen Grabplastiken als Trägerinnen von Zeichen und Codierungen, deren Entschlüsselung Zugänge zu den zeitgenössischen Mentalitäten öffnen. Die Auftraggeber waren in der Regel Männer, allenfalls auch Witwen, das Grabmal galt männlichen Verstorbenen, deren Leben damit wie in der zunehmenden Zahl öffentlicher Personendenkmäler gewürdigt wird. Die Einzelgräber für Frauen mit weiblichen Grabplastiken waren dagegen seltene Sonderfälle. Ebenso verweist die Figur der «trauernden Mutter» auf Familiengräbern kaum je auf eine konkrete Frau, sondern auf die Familie, der sie zugeordnet ist.

In Anlehnung an Max Weber interpretiert Götz die «Trauernde» als Teil der Bekenntniskultur des Bürgertums. Der Grabschmuck repräsentierte die bürger-

liche Sehnsucht nach Vervollkommnung auch noch im Tod, die durch die Beständigkeit des Materials der Grabplastiken bekräftigt wird. Die Verknüpfung von Erlösung und Lebensstil macht die weibliche Grabfigur zum Code für Trost durch Selbstvergewisserung, zur Chiffre auch, dass der Verstorbene im Tod einen Ausgleich zum aufwühlenden Lebensdasein finden kann. Sie wird zur Projektionsfigur. Faltenwürfe, Drapierung, Schleier machen Körperteile sichtbar, die nach bürgerlichem Moralkodex verdeckt bleiben sollen. Durch diese erotisierende Aufladung wird die weibliche Figur zwar als solche erkennbar und begehrenswert, doch durch Erhöhung bleibt sie unerreichbar.

Weil in den drei Hauptkapiteln immer wieder auf die gleichen Grabskulpturen rekurriert wird, lassen sich Redundanzen nicht vermeiden. Das schmälert den forschungsspezifischen Verdienst dieser dichten Untersuchung nicht. Denn erst in der Verknüpfung verschiedener Zugänge wird der subtile Wandel der Bestattungskultur im Lauf des 19. Jahrhunderts deutlich. Er verweist auf bis dahin nicht analysierte Facetten in der gesellschaftlich bedingten Entwicklung normativer Beziehungen zwischen Männern und Frauen. Die weiblichen Grabplastiken werden – wie Götz das in ihrer kurzen Zusammenfassung festhält – zu Mittlerinnen, auf denen der bürgerliche Habitus, der Anspruch auf Erinnerungswürdigkeit und die tradierten Geschlechterideale in scheinbar unverwüstlichen Materialien «versteinert» sind.

Elisabeth Joris (Zürich)